UNIVERSITÉ DE FRIBOURG
UNIVERSITÄT FREIBURG

Centre Suisse Islam et Société

Intégration et vivre ensemble

Boîte à outils pour personnes encadrantes musulmanes

CSIS-Papers 15

Impressum

Les CSIS-Papers et les autres publications du Centre Suisse Islam et Société (CSIS) peuvent être téléchargés sur le site du CSIS www.unifr.ch/szig

© 2025, CSIS
Université de Fribourg
Rue du Criblet 13
1700 Fribourg
szig@unifr.ch

Auteurs et autrices : Nadire Mustafi, Sébastien Dupuis, Andreas Tunger-Zanetti, Hansjörg Schmid
CSIS, Université de Fribourg
Graphisme : Stephanie Brügger, Unicom, Université de Fribourg
Traduction : Sébastien Dupuis, Andreas Tunger-Zanetti
Lectorat: Emilie Nicolet, Valérie Benghezal

DOI : https://doi.org/10.51363/unifr.szigp.2025.15f
ISSN : 2624-7321 (print)
ISSN : 2624-7348 (online)

Cette publication a été soutenue par :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Staatssekretariat für Migration SEM

Fachstelle für Rassismusbekämpfung FRB

Stiftung Dialog
zwischen Kirchen, Religionen und Kulturen

Paul Schiller Stiftung

Cet ouvrage est publié sous une licence Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 International (CC BY-NC): https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0

Contenu

Intégration et vivre ensemble: boîte à outils pour personnes encadrantes musulmanes

Introduction 4

1. Intégration 6

2. Constitution d'un réseau 10

3. Bases légales 14

4. Action sociale 18

5. École et éducation 22

6. Âge et changement générationnel 26

7. Diversité et égalité de genre 30

8. Radicalisation et prévention 34

9. Discrimination 38

Glossaire 42

Ressources complémentaires 47

Introduction

Cette étude est le fruit d'un travail réalisé dans la cadre du projet de recherche « Network-Imam – intégration et participation sociale ». Le Centre Suisse Islam et Société a mis en place cinq ateliers, en collaboration avec la Fédération des organisations Islamiques de Suisse (FOIS), la principale organisation faitière nationale musulmane, qui a assuré la coordination avec les différentes fédérations cantonales. Certain·e·s participant·e·s, ainsi que des acteurs·actrices de terrain ont par ailleurs contribué à l'élaboration de cette enquête en partageant leurs expériences pratiques ou en nous faisant des retours critiques sur certains chapitres durant leur rédaction. L'équipe du projet remercie chaleureusement toutes les personnes ayant contribué à ce travail.

Cette publication s'adresse, en premier lieu, aux personnes encadrantes musulmanes, telles que les imams, les enseignant·e·s de religion, les responsables de groupes de jeunes ou de femmes, les membres de comités ou tout membre d'une association musulmane ayant des responsabilités. Toutefois, toutes les personnes au sein des autorités et de la société civile qui travaillent avec elles sont également invitées à la lire. Elle est principalement destinée à un lectorat qui n'est pas encore très familiarisé avec les thématiques abordées dans le contexte suisse. Elle fournit également des informations approfondies et des lectures complémentaires.

Vous êtes peut-être un imam ou un·e théologien·ne musulman·e qui exerce depuis peu dans une communauté musulmane de Suisse. Ou bien vous avez récemment entrepris de dispenser des enseignements en lien avec l'islam à l'école publique ou dans une mosquée. Ou alors vous souhaitez vous engager au sein d'une communauté musulmane d'une autre manière. Il s'agit de tâches à responsabilité pour lesquelles vous mettrez à contribution vos connaissances et vos compétences.

Certaines de ces tâches sont toutefois liées à des attentes élevées qui peuvent varier également entre les membres de votre communauté : pour certain·e·s, vous devez seulement diriger la prière ; pour d'autres, il sera attendu de vous que vous proposiez des interprétations des sources islamiques en tenant compte du contexte suisse. Certain·e·s jeunes attendront de vous du soutien ou que vous organisiez des activités divertissantes ; certains membres plus âgés, auront, quant à eux, besoin d'un accompagnement spirituel lorsqu'ils traversent une situation difficile.

En dehors de votre communauté, les attentes à l'égard des personnes encadrantes musulmanes et des responsables associatifs sont autres. Il se peut que des écoles s'adressent à vous pour des sujets relatifs à l'islam. Un·e directeur·directrice ou un·e éducateur·éducatrice social·e prendra éventuellement contact avec vous pour solutionner un conflit entre des élèves. Une association de quartier vous proposera peut-être de collaborer sur un projet local. Un groupe œcuménique souhaitera travailler avec vous dans l'accompagnement de réfugiés. Certains médias voudront vous interroger pour obtenir une perspective musulmane sur un événement d'actualité. Les autorités, quant à elles, voudront simplement savoir avec qui elle peuvent collaborer en cas de besoin.

Il va de soi qu'aucun être humain n'est capable de répondre à toutes ces attentes. Cependant, il suffit parfois de disposer de certaines informations précises ou d'une bonne adresse pour faire avancer une demande ou relever un défi. Et avec de nombreuses bonnes adresses, vous disposez déjà d'un réseau solide.

C'est précisément ce que souhaite vous offrir le présent ouvrage : un recueil d'informations et d'outils pratiques vous permettant de vous orienter dans le contexte suisse et d'y accomplir votre travail.

Vous pouvez sans autre n'utiliser que certains chapitres en fonction de vos connaissances et de la situation. Si vous en lisez plusieurs, certaines informations vous sembleront peut-être familières. Et si vous parcourez ce document en tant que membre d'une autorité ou d'un groupe non-musulman, vous pourrez comprendre avec plus de finesse où se situent les défis et les opportunités pour les personnes encadrantes musulmanes et pour vous-même.

Dans tous les cas, les auteurs et autrices espèrent que les informations et conseils qu'il contient faciliteront votre travail et vous permettront de mettre à profit votre expertise au service de votre communauté. Ainsi, les communautés musulmanes et la société dans son ensemble, pourront poursuivre leur développement dans une cohabitation harmonieuse, tout en œuvrant au bien commun.

N. B. Les termes soulignés par des points rouges sont expliqués dans le glossaire. Dans la version en ligne, vous pouvez y accéder en cliquant dessus.

1. Intégration

Toutes les personnes vivant en Suisse sont, indépendamment de la durée de leur présence sur le territoire, confrontées aux mêmes enjeux, à savoir : s'orienter et s'intégrer dans un contexte marqué par la mobilité, la migration et la diversité culturelle.

Cette tâche concerne aussi les communautés musulmanes. Elles sont parfois amenées à accueillir des personnes nouvellement arrivées, à les accompagner lors des rendez-vous avec les autorités ou les institutions scolaires, à proposer des cours de langues pour les adultes et des cours particuliers pour les enfants, à soutenir des demandeur·euse·s d'asile, etc.

Au travers de ces offres, les communautés musulmanes contribuent à la réalisation d'objectifs qui sont poursuivis par les politiques d'intégration de l'État. L'intégration se fait donc au quotidien : à l'école, au travail et dans la vie de quartier. Ce processus d'intégration est néanmoins plus efficace, lorsque tout·e·s les acteurs·actrices coordonnent leurs activités.

Caractéristiques principales

Dans la législation suisse, l'intégration est considérée comme un processus mutuel qui concerne l'ensemble de la société. En ce sens, l'objectif étatique en matière d'intégration consiste à créer et à renforcer des structures qui favorisent l'intégration, que ce soit dans la société, dans le système scolaire ou le milieu professionnel.

La Confédération, les cantons et les communes collaborent pour atteindre cet objectif par le financement de mesures concrètes issues, entre autres, des programmes d'intégration cantonaux (PIC).

Les services d'intégration sont des acteurs centraux ; chaque canton, ainsi que de nombreuses villes en disposent. Dans bien des cas, ils sont le point de contact privilégié pour les personnes nécessitant une aide à l'intégration. Au niveau fédéral, le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) coordonne la politique d'intégration et finance de nombreux programmes. Les cantons et les communes, quant à eux, ont la tâche de mettre en œuvre les programmes et de les adapter, dans une certaine mesure, au contexte local. Pour cette raison, les offres proposées peuvent varier en fonction de la commune ou du canton.

Les services d'intégration collaborent régulièrement avec des organisations non gouvernementales, telles que des associations de mosquées, des associations de migrant·e·s et différents partenaires sociaux. En collaborant avec des services spécialisés et les services d'intégration, les personnes engagées, quel que soit leur champ d'action, peuvent avoir un impact important.

Dzemile Fetaji : une bâtisseuse de ponts vers l'intégration

Dzemile Fetaji est médiatrice d'intégration à Weinfelden. Son parcours témoigne de la manière dont les expériences personnelles peuvent être réinvesties et mises au service des autres. En effet, depuis 2017, elle s'engage auprès de personnes en situation de migration en leur proposant des entretiens, des traductions et des conseils. Pour elle, la relation directe et interpersonnelle revêt une dimension centrale dans son travail : « Je me considère comme une bâtisseuse de ponts. Je veux aider les gens à s'orienter ici ».

Ayant grandi en Suisse, elle a décidé d'émigrer lorsqu'elle était jeune adulte. Après avoir vécu et travaillé plus de dix ans dans le nord de la Macédoine, elle est revenue en Suisse avec son mari. Malgré ses connaissances linguistiques, son retour en Suisse s'est avéré être un défi et elle s'est souvent sentie désorientée. Cette expérience personnelle est au cœur de son engagement dans l'accompagnement actif de personnes en situation de migration. Comme elle le souligne, « il faut se renseigner, s'informer et comprendre comment l'appareil administratif fonctionne ». En plus des fonctions qu'elle occupe au sein de l'administration communale, elle s'investit dans un centre d'asile et dans des programmes à bas seuil traitant différentes thématiques, telles que de la santé mentale ou la nutrition.

Un aspect central de son travail consiste en la collaboration avec les communautés musulmanes de la région. Elle considère que les espaces religieux sont des lieux propices à la mise en place d'offres d'intégration : « Une partie des gens sont à la mosquée et c'est là que nous devons aller les chercher ».

En ce sens, elle œuvre à impliquer davantage les imams dans le processus d'intégration, tout en tentant de minimiser les barrières linguistiques.

Dzemile Fetaji prouve que l'intégration est possible grâce à la compréhension, à l'engagement et au soutien pratique. Son engagement montre l'importance des personnes qui ouvrent des portes aux autres et les aident ainsi à mieux participer à la société.

Les services d'intégration soutiennent la participation à des cours de langues, à des formations et facilitent l'accès au marché du travail. Ils apportent également des informations précieuses aux personnes nouvellement arrivées en Suisse. En collaboration avec d'autres services compétents, ils peuvent aider à la clarification de leur situation personnelle en déterminant leurs qualifications et les ressources. Sur cette base, des perspectives individuelles sont développées et proposées.

Les programmes d'intégration cantonaux (PIC) concernent plusieurs domaines :
- Première information, évaluation des besoins d'intégration et conseil
- Renforcement linguistique
- Interprétariat
- Soutien à la petite enfance
- Soutien à la formation et à l'employabilité
- Vivre ensemble et participation
- Gestion de la diversité
- Protection contre les discriminations

Les associations musulmanes sont actives dans certains de ces domaines. Par exemple, certaines proposent des cours de langues, des aides à la traduction, des dialogues interculturels et/ou interreligieux, tout en apportant du soutien en cas de discrimination.

Certains employeurs et centres de formation collaborent avec les services d'intégration. Ces derniers aident les personnes en situation de migration à s'orienter sur le marché du travail ou dans le système éducatif, que ce soit par des cours de langues, des stages ou des offres de formation continue.

Conseils et astuces

► Informez-vous, sous la rubrique « Services » du site kip-pic.ch/fr/pic/, sur les offres disponibles dans votre commune ou votre canton. Les services d'intégration ne proposent pas seulement une aide directe, mais vous indiquent également quel service est compétent pour des demandes spécifiques, par exemple pour la reconnaissance des diplômes étrangers ou pour des questions juridiques.

► Réfléchissez aux questions que les personnes ayant récemment immigré de votre communauté se posent en matière d'intégration. Contactez le service d'intégration de votre commune ou de votre canton pour savoir quel service est compétent pour ces cas et quelles sont les offres de soutien non gouvernementales.

► Échangez avec les Églises locales et les organisations de la société civile: Pour quelles tâches d'intégration, qui ne concernent pas uniquement les personnes musulmanes, pourrait-on réaliser un projet commun ? Si vous avez une ébauche de projet, demandez au service d'intégration quelles sont les possibilités de soutien financier de l'État.

Pour aller plus loin

kip-pic.ch: Site web du Secrétariat d'État aux migrations (SEM) et des cantons avec aperçu des programmes d'intégration cantonaux (PIC). De nombreux cantons fournissent sur leur site web des informations détaillées sur leurs offres spécifiques en matière d'intégration. Le canton de Genève en est un exemple : ge.ch/dossier/geneve-soutient-integration-etrangers

sem.admin.ch: Site web du Secrétariat d'État aux migrations avec des informations détaillées sur la politique migratoire et d'intégration de la Suisse

osar.ch: Site web de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés avec des informations sur l'aide aux réfugiés et aux demandeurs d'asile ainsi que sur les aspects juridiques de l'intégration

terra-cognita.ch: Terra cognita, revue traitant de thèmes liés à l'intégration et à la migration, publiée par la Commission fédérale des migrations (CFM)

Voir également les numéros 5, 8, 12, 14 et 37 en annexe.

2. Constitution d'un réseau

Les communautés musulmanes, dès lors qu'elles entretiennent des contacts pouvant, à moyen ou à long terme, favoriser leurs propres intérêts et contribuer au bien commun, sont amenées à réfléchir à la manière dont elles structurent leurs liens et leurs partenariats. Les mosquées peuvent ainsi jouer un rôle aussi central que les maisons de quartier ou encore les paroisses : de nombreux contacts peuvent y être noués, ce qui favorise l'élaboration de nouveaux projets. Dans ce cadre, il vaut la peine d'entretenir de façon systématique ces contacts.

Les responsables d'associations musulmanes sont souvent bien au fait des atouts que constitue un bon réseau au sein de leurs propres organisations faîtières avec leurs conseils d'imams ou certaines commissions spécialisées. Il existe également, en dehors des communautés religieuses, des commissions similaires qui traitent de domaines variés. En fonction des objectifs de chaque commission, différents acteurs (autorités, écoles, associations, des organes de police et communautés religieuses) peuvent être impliqués.

Les collaborations peuvent aussi prendre différentes formes : par exemple, certains réseaux n'entretiennent que sporadiquement des contacts pour échanger des informations ; d'autres conçoivent des « tables rondes » comme une plateforme de partage d'expériences et de connaissances ; certains collaborent via des groupes de travail pour organiser des événements récurrents ; certains groupes d'intérêts font du lobbying à long terme pour une cause particulière ; d'autres ne collaborent qu'autour d'un projet. Les plateformes numériques, ainsi que les newsletters, ont aussi une importance dans le renforcement du réseau.

Caractéristiques principales

La Suisse est peu centralisée et se structure principalement à l'échelle locale. Dans ce contexte, on est vite amené à se rencontrer en personne lors d'occasions diverses. Il est donc relativement aisé de se constituer un réseau et de le consolider. Ce réseau peut, d'une part, aider à l'intégration et, d'autre part, contribuer positivement à la cohabitation de différentes cultures et communautés religieuses. Au travers d'échanges au sein de réseaux, les différent·e·s participant·e·s accordent mutuellement leurs intérêts afin d'agir de manière ciblée.

Les associations et les personnes musulmanes ont ainsi de nombreuses opportunités de se construire un réseau solide. Ces réseaux ne sont pas nécessairement liés à un aspect religieux, mais peuvent toucher différents domaines. De manière générale, toutes les personnes souhaitant s'impliquer et collaborer activement sont les bienvenues.

Les associations musulmanes sont souvent très impliquées dans le dialogue interculturel et interreligieux. Ces dialogues sont parfois organisés par un service cantonal, mais, le plus souvent, ce sont des Églises catholiques ou réformées de la région qui en sont à l'initiative. Ces Églises ont une certaine expérience dans ce domaine et disposent de moyens pour rémunérer leurs collaborateurs·collaboratrices. Pour renforcer l'égalité et la participation, il serait souhaitable que les membres d'autres communautés religieuses aient davantage de responsabilités dans ce domaine.

Aller vers les autres – écouter – parler de soi

Lorsque Muhammed Bilgi se remémore ses premiers pas en tant qu'imam à Heerbrugg, il souligne l'importance d'être proactif vis-à-vis des institutions et des autres associations proches de sa mosquée.

Ayant grandi en Turquie, Bilgi maitrise l'allemand quand il prend ses fonctions dans la vallée du Rhin. A peine une semaine après son arrivée, les fidèles de sa mosquée ont organisé un bazar, ce qui lui a permis de faire connaissance avec sa communauté. Il a également profité de cette occasion pour rendre visite aux commerçant·e·s du quartier pour en apprendre davantage sur le fonctionnement de la commune.

Le lendemain, il s'est rendu auprès de la municipalité, afin de présenter ses documents et faire connaissance. Une semaine plus tard, il reçoit une lettre d'un groupe de travail de la commune pour le convier à un atelier sur le thème « Vivre ensemble à Au (SG) ». Ceci a été l'occasion de nouer des contacts avec d'autres associations de la région et de présenter sa mosquée. Il a également fait la connaissance de la pasteure réformée et du syndic qui, comme se rappelle Bilgi, « s'est renseigné pour savoir si nous avions des problèmes ». Toutes ces nouvelles connaissances ont été conviées au prochain bazar de la mosquée. Bilgi rapporte également un aspect qui l'a marqué: « J'ai trouvé très attentionné le fait que l'on ait tenu compte de nos besoins dans le choix des plats et des boissons ».

Un autre exemple du travail mené par Muhammed Bilgi est l'organisation d'ateliers interreligieux qui rassemblent plusieurs communautés. Comme il l'explique, ces ateliers visent à partager des informations : « Nous nous sommes dit: formons ensemble une communauté où chacun·e peut recevoir des informations des autres ».

Muhammed Bilgi considère que les réseaux sociaux jouent un rôle important dans son travail d'imam, notamment en ce qui concerne la communication avec les jeunes. Selon lui, se rendre visible publiquement et entretenir le dialogue est essentiel pour construire un réseau solide. Il résume ainsi sa philosophie : « Il ne faut pas avoir peur d'être présent et de parler de soi et de sa communauté ». Muhammed Bilgi encourage la communication active et à inviter systématiquement des personnes extérieures à la communauté lors d'événements. Ceci permet de consolider son réseau, de favoriser la compréhension mutuelle et contribue également à valoriser l'image des communautés musulmanes de Suisse.

Les occasions de collaborer entre différents groupes sociaux, ethniques et/ou religieux se présentent majoritairement à l'échelle locale. Une fête de quartier, l'aménagement d'une aire de jeux, la végétalisation d'un espace public, un atelier interculturel, une table ronde ou un événement sportif sont autant d'occasions de déconstruire des préjugés et de promouvoir le bien commun.

Dans certaines communes, on peut retrouver des institutions qui mettent à disposition des infrastructures (locaux, postes de travail informatique, etc.) et proposent différentes activités (cours, groupes de travail, etc.). Dans ce cadre, ces institutions s'inscrivent comme des lieux importants pour la création de réseaux. Par exemple, le K5 – un centre de cours situé dans la ville de Bâle – favorise l'intégration sociale et professionnelle de personnes migrantes en proposant des cours de langues et des espaces de rencontre.

Bien qu'il soit essentiel de préserver des contacts interpersonnels, il s'avère aujourd'hui nécessaire de faire usage des plateformes numériques. C'est un moyen efficace de rester informé et d'entretenir son réseau, notamment vis-à-vis des jeunes qui utilisent particulièrement ces réseaux pour chercher des informations et des contacts. Pour se tenir au courant ou véhiculer ses propres informations, il est cependant important d'identifier les plateformes adaptées à ses propres besoins. Dans certaines associations musulmanes, il se peut que ce ne soit pas le site web de l'association, mais un autre réseau social. Certains groupes s'informent peut-être via un groupe WhatsApp, tandis que d'autres utiliseront Instagram. Une organisation non gouvernementale ou une administration communiqueront principalement via leur newsletter ou leur site web.

Il est important que les personnes responsables d'une association musulmane aient connaissance des réseaux sociaux et se renseignent régulièrement auprès de personnes bien connectées. Il est également essentiel de développer des compétences en communication, tant avec les médias qu'avec les autres institutions, afin de bien faire comprendre son point de vue.

Conseils et astuces

- Veillez à ce que votre association soit accessible: le site web est à jour dans une langue nationale; les courriels sont traités dans un délai raisonnable; la boite vocale est régulièrement consultée et les appels sont pris. Documentez vos activités à l'intention d'un large public.

- Entretenez des contacts réguliers avec la commune. Si possible, acceptez les invitations qui vous sont adressées. Invitez des membres d'institutions, d'associations et le grand public à vos évènements. Organisez des manifestations interculturelles ou interreligieuses pour promouvoir la compréhension entre différentes confessions.

- Utilisez les réseaux sociaux de façon prudente et ciblée. Identifiez les plateformes les plus adaptées à votre communication, toute en prenant en considération leurs potentielles réceptions. Privilégiez les canaux propices à votre communication, utilisez-les avec régularité. Coordonnez l'usage des réseaux sociaux des différents groupes de votre association.

Pour aller plus loin

Vitamine B: Communication, Zurich. vitamineb.ch/themes/communication/
csaj.ch: Site web du Conseil Suisse des Activités de Jeunesse
sgg-ssup.ch: Site web de la Société suisse d'utilité publique SSUP

Voir également les numéros 20, 23 et 33 en annexe.

3. Bases légales

L'article 15 de la Constitution fédérale garantit la « liberté de conscience et de croyance ». Cela comprend également la liberté de professer une religion « seul ou en communauté ». Parallèlement, personne ne peut être contraint à une pratique ou à un enseignement religieux. Conformément à la Constitution fédérale (Art. 72), la gestion des relations entre l'Etat et les communautés religieuses sont en outre du ressort des cantons.

En Suisse, la plupart des communautés musulmanes sont organisées sous forme d'association ou de fondation. Le Code civil suisse contient les dispositions juridiques pour les associations (Art. 60-79) et pour les fondations (Art. 80-89). Chaque communauté peut employer du personnel (p. ex. imam, professeur·e de religion, secrétaire, concierge). Elle doit conclure des contrats de travail avec les employé·e·s et les déclarer aux assurances sociales. L'organe suprême d'une association est l'assemblée des membres.

Caractéristiques principales

Toutes les associations et les fondations en Suisse sont soumises aux mêmes bases légales. Si elles poursuivent un but cultuel (p. ex. rituel, prière, instruction religieuse) ou d'utilité publique et remplissent certaines conditions préalables, les autorités fiscales cantonales peuvent, sur demande, les exonérer d'impôt.

Dans tous les cantons, à l'exception de Genève et de Neuchâtel, il existe des communautés religieuses dotées du statut de « collectivité de droit public ». Ce statut a été accordé à l'Église catholique romaine, à l'Église évangélique réformée, et, dans certains cantons, à l'Église catholique-chrétienne et aux communautés juives. L'obtention de ce statut prodigue certains avantages (qui varient d'un canton à l'autre) : percevoir un impôt auprès de ses membres ; dispenser, lorsque le canton l'autorise, des enseignements religieux dans les écoles publiques ; mettre à disposition des aumônier·e·s dans des institutions publiques.

A Bâle-Ville, Fribourg, Genève, Neuchâtel, Vaud et Zurich, il existe un statut de « reconnaissance publique ». Cette reconnaissance confère cependant des droits moins étendus et la communauté qui en bénéficie reste régie par le droit privé. Pour obtenir ce statut, l'Union vaudoise des associations musulmanes a déposé une demande en 2019 (la procédure est toujours en cours).

La terminologie peut prêter à confusion : « reconnu par le droit public » ne signifie en effet pas « reconnu publiquement ». De plus, les autorités cantonales ne peuvent pas reconnaître une religion, mais seulement une communauté. Dans ce cadre, la majorité des communautés religieuses ne sont pas reconnues d'une quelconque manière. Elles existent sous la forme d'association ou de fondation.

Même sans disposer d'un statut juridique particulier, une association peut accomplir beaucoup en collaborant avec les autorités, d'autres associations et le grand public. Il est parfois nécessaire que les parties prenantes clarifient de nombreux détails.

Renforcer la communauté par des changements structurels

Le projet précurseur de développement organisationnel initié par l'Association des organisations islamiques à Zurich (VIOZ) peut s'avérer inspirant pour des organisations établies dans d'autres cantons. En effet, au travers d'un engagement basé sur une expertise juridique, VIOZ a contribué significativement à la modernisation des structures des communautés musulmanes. Ainsi que l'explique le président Muris Begovic: « De nombreuses organisations n'ont pas révisé leurs statuts depuis des décennies, bien que les dispositions légales et les attentes de la société aient changé ». Pour pallier ces potentielles lacunes, il a initié, en collaboration avec le canton, un vaste projet de réforme.

Cette réforme, dirigée par deux juristes – Omair Kedidi et Sara Mahmoud – s'est particulièrement concentrée sur des aspects relatifs à la transparence, à la sécurité juridique et à l'efficacité en termes de gestion : « Nous ne voulions pas dicter aux mosquées la manière dont elles devaient s'organiser, mais les aider à développer elles-mêmes des solutions viables ». Cela s'est concrétisé par le biais de conseils ciblés, de réunions d'information et par la révision des statuts des associations.

Un des facteurs principaux de réussite de cette réforme a été la combinaison d'une expertise professionnelle et d'une relation de confiance :

« Les réformes ont été expliquées par des juristes issus de notre propre communauté, ce qui en a facilité l'acceptation et la crédibilité ».

Selon Begovic, ce projet a permis à de nombreuses associations musulmanes de se professionnaliser et de mieux se préparer à l'avenir. Il y voit une étape décisive vers une plus forte participation sociale et politique des communautés musulmanes : « Pour pouvoir participer activement, il faut des structures stables ». L'initiative de VIOZ montre comment des changements durables peuvent se concrétiser en recourant à une planification stratégique, des connaissances spécialisées et un esprit communautaire.

Le comité directeur de toute association est légalement responsable de tenir une comptabilité. De plus, la crédibilité d'une association vis-à-vis de ses propres membres et du public passe, en partie, par le fait que le comité directeur fournisse au moins une fois par an des informations relatives à ses activités et à ses comptes. Il est également important d'avoir un site web à jour et une adresse de contact fiable.

Les associations doivent collaborer avec les autorités communales lorsque, par exemple, elles doivent aménager la circulation et le stationnement lors d'une grande fête ou lorsqu'elles souhaitent organiser un événement dans l'espace public. Chaque commune règlemente de manière indépendante les services funéraires.

Les associations sont amenées à collaborer avec différentes autorités cantonales et communales, parfois fédérales, au sujet des relations de travail avec leurs collaborateurs·collaboratrices. Quant aux autorités cantonales, elles peuvent bénéficier de communautés religieuses compétentes pour assumer certaines tâches dans le domaines publiques (aumônerie, enseignement religieux).

Collaborer avec les institutions policières peut s'avérer important pour discuter à temps de questions de sécurité. Dans certains cantons et certaines municipalités, des représentant·e·s, appelé facilitateurs·trices (« Brückenbauer ») ont été désigné·e·s en ce sens (voir aussi le chapitre 8).

Conseils et astuces

- Vérifiez si les statuts de votre association sont toujours adaptés à ses objectifs et à ses activités. Devraient-ils être révisés ? Demandez conseil à des personnes disposant de connaissances juridiques.

- Mettez les statuts et le rapport annuel à disposition pour téléchargement dans une langue nationale suisse sur le site web de votre association.

- Organisez des formations continues sur le droit des associations pour le comité directeur et les autres membres intéressés. Il est également possible de demander à l'organisation faîtière cantonale de collaborer avec vous pour la mise en place d'une telle formation.

- Contactez l'administration fiscale de votre canton et vérifiez, avec l'aide de votre association faîtière cantonale, ce que l'association peut entreprendre pour être exonérée d'impôts.

- Donnez de la visibilité à votre association ! Mettez régulièrement votre site web à jour. Assurez-vous que les appels téléphoniques soient pris en charge et que les courriels reçoivent une réponse rapide. Vérifiez si votre commune publie sur son site web une liste des associations et le cas échéant demandez à y être inscrit.

Pour aller plus loin

Constitution fédérale de la Confédération suisse. fedlex.admin.ch/eli/cc/1999/404

Code civil suisse. fedlex.admin.ch/eli/cc/24/233_245_233

Droit national: Recueil systématique. fedlex.admin.ch/fr

Liens aux législations des cantons. fedlex.admin.ch/fr/links

vitaminb.ch : Site web avec de nombreux conseils et offres utiles pour les associations

benevol.ch: Site web avec des conseils aux institutions et aux associations en ce qui concerne le bénévolat

Institut de droit des religions, Université de Fribourg. unifr.ch/ius/religionsrecht

Voir également le numéro 6 en annexe.

4. Action sociale

L'action sociale concerne tout le monde ou presque : parfois, nous aidons d'autres personnes et leur rendons service ; d'autre fois, nous avons besoin d'aide et recevons du soutien. Ce chapitre aborde ces deux aspects.

Les communautés musulmanes sont très souvent actives dans le champ social. Elles s'engagent non seulement pour le bien de leur communauté, mais réalisent également des activités destinées à un public plus large, comme les habitant·e·s du quartier environnant ou l'ensemble de la société. En Suisse, ces initiatives sont particulièrement appréciées par l'État, même si ce dernier propose déjà de nombreuses prestations. En effet, l'engagement des associations musulmanes est particulièrement précieux, en raison de sa capacité à atteindre les bénéficiaires de leurs services de façon plus rapide, plus directe et moins compliquée qu'en recourant aux structures étatiques. De plus, les bénévoles sont souvent très motivés dans leur engagement.

Les engagements bénévoles des communautés musulmanes et les prestations dispensées par l'État peuvent s'avérer complémentaires, ce qui nécessite une connaissance mutuelle des activités des différents acteurs.

Dans des situations difficiles, par exemple en cas de crise familiale, de questions éducatives, de problèmes financiers ou relatifs à la santé, un soutien s'avère nécessaire. Dans ce cadre, les mosquées peuvent jouer un rôle crucial, car elles sont un lieu d'accueil important, notamment pour certaines personnes en situation de migration. En effet, elles leur prodiguent une compréhension de leur situation qui prenne en compte certains aspects culturels, tout en favorisant une relation de confiance. Ainsi, les associations musulmanes servent de passerelles: elles devraient donc être en mesure de compléter ponctuellement les offres de l'Etat et de la société civile.

Caractéristiques principales

En Suisse, la responsabilité individuelle de chacun·e envers soi-même et ses proches revêt une grande importance. Cependant, lorsqu'une personne n'est pas à même d'assumer cette responsabilité, il existe un certain nombre d'offres et de services vers qui se tourner. Des institutions publiques, certain·e·s acteurs·actrices de la société civile ainsi que certaines organisations religieuses collaborent à cette fin.

Les services sociaux des communes occupent une place centrale dans le dispositif étatique et disposent de différents services spécialisés (jeunesse, famille, vieillesse, intégration, éducation, formation, dépendance, etc.). Sur le plan cantonal, il existe également certaines structures d'aide, telles que les services d'intégration et de la santé, l'office cantonal des affaires sociales ou encore les services d'asile et des réfugiés. En outre, des associations religieuses ou de la société civile, par exemple Caritas, Entraide Protestante Suisse (EPER), l'Organisation suisse d'Aide aux réfugiés (OSAR) ou l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) assument certaines missions.

L'ensemble du dispositif étatique des services sociaux repose sur des bases légales claires, comprend de nombreux acteurs et différentes structures. Bien que des services d'aide existent, il est parfois difficile d'y avoir accès,

Un service de visite musulman comme signal de participation sociale

L'association Musulmane de Lucerne – Islamischen Gemeinde Luzern (IGL) – a mis en place, en collaboration avec l'Hôpital Cantonal de Lucerne (LUKS), un projet qui témoigne de la manière dont des services sociaux musulmans peuvent être établis avec succès. En effet, cette initiative, qui est née d'un dialogue interreligieux, consiste en la création d'un service de visite bénévole auprès de patient·e·s. Ce service est d'ailleurs dispensé dans plusieurs langues (albanais, turc, bosniaque, etc.). Ainsi que le président de la IGL, Muhamed Sabanovic, le présente, ces visites sont plus qu'un simple service : « Pour moi, elles sont un signe d'appartenance, de dignité et de responsabilité envers notre communauté et la société suisse ».

L'IGL en assure la coordination avec le soutien de partenaires étatiques et ecclésiastiques. Afin d'en garantir la qualité, ainsi que la pérennité, l'IGL a mis en place un programme de formation en collaboration avec l'Université de Fribourg et conduit régulièrement des réunions pour encourager l'autoréflexivité. De plus, par le recours à une bonne communication et par l'engagement des bénévoles, plusieurs défis ont pu être surmontés, notamment en lien avec l'accès aux ressources ou à des divergences internes.

Comme le constate a posteriori Muhamed Sabanovic: « L'essentiel n'est pas de tout faire tout de suite, mais de faire ensemble les premiers pas ». Ce projet, aujourd'hui reconnu sur le plan institutionnel, montre comment la responsabilité sociale, l'appartenance religieuse et les compétences interculturelles peuvent contribuer à l'établissement d'un projet social.

notamment en raison de barrières linguistiques et/ou culturelles. Bien souvent, une prise de contact avec un service connu permet d'être redirigé auprès du service compétent. Lorsque les personnes qui pourraient bénéficier d'une aide sont réticentes à entreprendre d'elles-mêmes les démarches, les personnes encadrantes religieuses peuvent les y encourager et les pousser à contacter le service compétent.

Dans plusieurs villes, des personnes et/ou des associations musulmanes proposent des activités sociales qui dépassent le cadre cultuel et s'inscrivent ainsi dans l'offre des services sociaux. Par exemple, elles distribuent des vêtements et de la nourriture à des personnes sans abri, proposent des cours de langues, offrent des activités et des conseils aux jeunes et aux familles. Des offres de conseil, d'accompagnement, de soin, d'aide à l'intégration et de soutien existent également dans de nombreux lieux, tout comme des services de visite en milieu hospitalier et dans des établissements médico-sociaux (EMS).

De telles offres sont souvent le résultat d'initiatives locales individuelles ou collectives qui se veulent participatives et à bas seuil, tout en adoptant une approche sensible aux enjeux culturels. Elles témoignent ainsi de la façon dont les communautés musulmanes contribuent à la cohésion sociale en répondant à des besoins spécifiques qui ne sont pas entièrement couverts par d'autres services. Ces initiatives favorisent l'intégration et renforcent les relations de confiance entre les communautés musulmanes, la société et les autorités étatiques.

Conseils et astuces

- Maintenez un contact régulier avec les services et institutions cantonales concernés.
- Identifiez, au sein de votre communauté, les personnes les plus compétentes pour chaque tâche. L'imam ou le·la président·e ne sont pas tenu·e·s de tout faire eux·elles-mêmes.
- Partagez vos expériences avec des personnes actives au sein d'autres projets (par exemple QuaMS, IGL, l'aumônerie chrétienne). Établissez également des contacts avec différent·e·s spécialistes, notamment de la migration, de l'intégration, de l'aumônerie ou de la santé.
- Encouragez la professionnalisation à long terme, notamment au travers de formations continues et d'une supervision adaptée. Considérez ce développement comme un processus dont les étapes sont clairement définies en comprenant des retours constructifs.
- Encadrez avec bienveillance vos bénévoles et valorisez leur engagement grâce à des formations, des espaces de discussion, et des signes d'appréciation.

Pour aller plus loin

Communauté musulmane de Lucerne : Service de visite musulman. igl-luzern.ch/muslimischer-besuchsdienst (en allemand)

islam-seelsorge.ch: Site web de l'aumônerie musulmane de Zurich (en allemand)

aumoneriemusulmane.ch: Site web de l'aumônerie musulmane en milieu hospitalier de Genève

Église catholique dans le canton de Zurich: Guide sur le bénévolat . Zurich, 2009. zhkath.ch (en allemand)

benevol.ch: Site web de l'organisation faîtière des services de bénévolat

migesplus.ch: Site web de la Croix-Rouge Suisse avec informations sur la santé et les services sociaux dans plusieurs langues

5. École et éducation

La religion peut parfois devenir un sujet de discussion entre l'école, les familles et les communautés musulmanes. La majorité des cas ont trait à des questions relatives au fonctionnement de l'école, par exemple en ce qui concerne les comportements à adopter lors du Ramadan ou du respect des règles alimentaires dans les cours de cuisine. Certaines interrogations peuvent se rapporter à des activités organisées en dehors de la classe, comme lors de journées sportives ou de camps avec nuitées. Il arrive aussi qu'un·e enseignant·e souhaite simplement organiser une visite de mosquée avec sa classe.

Caractéristiques principales

Les écoles publiques sont de la responsabilité des autorités cantonales et communales. C'est pourquoi, le système scolaire n'est pas uniforme et varie d'un canton à l'autre. Les cantons francophones maintiennent généralement plus de distance avec les institutions religieuses que ceux de Suisse alémanique.

Chaque canton dispose, en principe, d'un service des écoles primaires (classe 1 à 8), d'un service des écoles secondaires (classe 9 à 11) et d'un service des écoles post-obligatoires (gymnases, écoles professionnelles). Dans certains cantons, un service en charge des questions interculturelles et/ou de l'enseignement religieux (exclusivement réformé et/ou catholique) est incorporé au service de l'école obligatoire.

Dans la plupart des cantons, il existe une discipline obligatoire qui traite de la religion (« éthique et cultures religieuses » / « enseignement du fait religieux »). Dans cette matière, les élèves apprennent à interagir avec différentes cultures et religions. Dans ce cadre, l'islam et les autres religions sont abordés dans une perspective scientifique et neutre.

Chaque commune dispose d'école(s) primaire(s) et secondaire(s). La commission scolaire et un membre du conseil communal en sont responsables. En outre, il existe souvent une commission de la jeunesse qui s'occupe des activités extra-scolaires, notamment des loisirs destinés aux jeunes. En ce qui concerne le fonctionnement de l'école et le contenu des cours, c'est le·la directeur·directrice et les enseignant·e·s qui sont compétent·e·s.

Pour aborder certains sujets complexes ou particulièrement controversés, comme la radicalisation ou la dépendance, les enseignant·e·s peuvent se tourner vers des centres de conseil régionaux. Les Hautes Ecoles Pédagogiques (HEP) jouent également un rôle important, car elles traitent de tous les sujets en lien avec l'école. Il est donc possible de les solliciter pour obtenir le soutien d'expert·e·s. De plus, les HEP proposent de nombreuses formations continues qui sont souvent ouvertes aux personnes externes désirant se former, par exemple, en didactique ou en pédagogie

Il peut arriver que les objectifs de l'école et les attentes des parents divergent. Dans les cas où la religion joue un rôle dans ces divergences, il peut être utile de solliciter la médiation d'une personne religieuse encadrante. En cas de conflit ou de problèmes personnels, un·e travailleur·travailleuse social·e ou un·e psychologue scolaire peut également exercer cette médiation.

Parfois, l'école entre en contact avec une communauté musulmane, par exemple, lorsqu'un·e enseignant·e rencontre une difficulté avec un·e élève ou

L'enseignement religieux islamique à l'école primaire

L'initiative et l'engagement de l'imam Rehan Neziri à Kreuzlingen (TG) ont contribué à créer une structure qui permet aux enfants musulmans d'apprendre l'islam dans un cadre scolaire. Neziri justifie ainsi sa démarche : « Ce qui était enseigné à la mosquée ne suffisait pas. Les enfants devaient apprendre à parler de l'islam dans la langue qu'ils maîtrisent le mieux ».

Grâce à un travail collaboratif avec les Églises, les institutions scolaires et les autorités politiques locales, un enseignement basé sur la pédagogie religieuse a vu le jour en 2010 : « Nous voulions que l'enseignement soit dispensé en allemand, qu'il soit de haute qualité didactique et que la transparence soit garantie ». En dépit d'oppositions politiques et de difficultés en matière de financement, cette initiative s'est maintenue.

Neziri souligne que ce succès n'a été possible qu'en raison du large soutien de la société : « Les Églises, les écoles et les mosquées ont tiré ensemble à la même corde et cela a été décisif ». Ce projet et sa réussite montrent qu'un enseignement religieux islamique de qualité peut contri-buer à l'intégration pour autant que le cadre juridique autorise un tel enseignement à l'école publique.

des parents musulmans. Dans de telles situations, il est précieux que les responsables scolaires et les responsables de la communauté entretiennent déjà une relation de confiance. Cette prise de contact et demande de collaboration peut également advenir sans qu'un problème existe.

Dans certaines écoles publiques de Suisse alémanique, il existe un cours de religion musulmane (voir exemple page 27). Ce cours facultatif se déroule en allemand et peut être suivi par des élèves qui ne fréquentent pas la mosquée.

Espace Mouslima au service des écoles

Dans le contexte fribourgeois, certaines écoles publiques ont démarché des associations musulmanes pour répondre à des questions d'élèves ou d'enseignant·e·s au sujet de l'islam. L'Espace Mouslima, une association de femmes musulmanes, qui vise à créer des ponts entre les personnes de confession musulmane et les autres, a répondu favorablement à cette demande et entretient une relation de confiance avec les institutions scolaires de la région depuis de nombreuses années.

Lorsqu'un·e enseignant·e ou un·e directeur·directrice d'école identifie que ses élèves ont un manque ou une incompréhension vis-à-vis de l'Islam, il·elle contacte l'association pour organiser une rencontre durant laquelle les élèves peuvent poser leurs questions. Comme le souligne Gülseren Karakus, membre du comité de l'association, ce projet répond à un besoin exprimé par les écoles : « Ce sont les écoles qui nous ont proposé de venir, par exemple, sur place pour répondre aux questions des enfants ».

Ces rencontres permettent aux élèves de développer leurs connaissances sur l'islam, tout en contribuant à dépasser certaines représentations stéréotypées de cette religion, comme l'explique Gülseren Karakus: « Dans les médias, notre confession est parfois mal présentée et la plupart des jeunes générations grandissent avec cette image qui peut faire peur. Nous, on cherche à la présenter d'une manière meilleure pour que tous ces préjugés se cassent ». En refusant toute forme de prosélytisme, ces rencontres favorisent une compréhension mutuelle de la différence religieuse, tout en offrant une réflexion sur l'islam ancrée dans le contexte local.

Ainsi, les personnes qui y assistent apprennent à parler de leur religion dans une langue nationale. Dans les écoles qui proposent ce type d'enseignement, les enseignant·e·s musulman·e·s et les organisations enretiennent de nombreux contacts avec la direction et les autorités scolaires.

Conseils et astuces

- Renseignez-vous sur l'existence de points de contact entre l'école et votre communauté. Identifiez les manières dont ces contacts peuvent être mobilisés de façon constructive pour les deux parties. Expliquez votre demande à une personne qui connaît bien l'école (par exemple, visite de la mosquée, échange professionnel entre personnes intéressées, conseil). Mettez votre projet à l'écrit et identifiez qui est la personne responsable la plus à même de répondre à votre demande.

- Clarifiez le contexte régional et le cadre juridique de votre demande. Identifiez quelles sont les personnes en lien avec votre sujet et celles qui sont habilitées à prendre des décisions. Ainsi, vous pourrez mieux cerner les attentes des personnes impliquées ainsi que vos propres limites et possibilités.

- Échangez avec des membres d'autres communautés religieuses. Leurs préoccupations sont souvent proches des vôtres, surtout lorsqu'ils·elles font aussi partie d'une minorité.

Pour aller plus loin

Serveur suisse de documents pour l'éducation et la formation : « Liberté de conscience et de croyance à l'école ». Recueil thématique de documents en libre accès, contenant également les documents officiels des cantons. edu-doc.ch, recherche : « liberté de croyance et de conscience »

Tunger-Zanetti, Andreas / Endres, Jürgen / Martens, Silvia / Wagner, Nicole: Ramadan kommt immer so plötzlich. Islam, Schule und Gesellschaft: Ein Leitfaden mit Hinweisen und Ideen für die berufliche Praxis. Luzern: Universität Luzern, 2019. doi.org/10.5281/zenodo.3086011. (en allemand)

phsg.ch/erg-kial: Site web du centre KIAL de la Haute école pédagogique de Saint-Gall pour l'apprentissage éthique et interreligieux (en allemand)

Voir également les numéros 2, 19, 22 et 35 en annexe.

6. Âge et changement générationnel

Où et comment voudrais-je vieillir ? Cette question s'avère centrale pour de nombreuses personnes issues de l'immigration. En effet, certaines d'entre elles vivent en Suisse depuis des décennies et sont parfois peu préparées à cette nouvelle situation engendrée par la fin de leur activité professionnelle. De plus, la société suisse n'a pas toujours mis en place des services adaptés à leur prise en charge, notamment en ce qui concerne les questions religieuses et/ou culturelles.

Le changement générationnel peut présenter certains défis, notamment lorsque se heurtent des visions divergentes de la famille et de la cohabitation, influencées par des parcours culturels et biographiques variés. Ceci fait parfois émerger des tensions : alors que certaines personnes âgées aspirent à une proximité émotionnelle et familiale, certains de leurs enfants s'orientent davantage vers des idéaux d'indépendance et de réussite. Cette tension est parfois accentuée par leurs activités professionnelles. De nombreuses familles musulmanes vivent cette transformation avec intensité, car la solidarité familiale a souvent une grande importance dans leur culture d'origine, ainsi que dans leur compréhension de l'islam. De plus, la diversité des pratiques religieuses entre les générations engendre parfois des attentes divergentes. En Suisse, la prise en charge des personnes âgées est largement confiée à un système professionnel (EMS).

Caractéristiques principales

En Suisse, le domaine de la vieillesse est fortement structuré à l'échelle locale. Ce sont principalement les autorités cantonales et communales qui en assument la responsabilité. Ce qu'on désignait autrefois comme maison de retraite, se présente aujourd'hui comme des établissements médico-sociaux (EMS), des homes non-médicalisés (HNM) ou des pensions psycho-sociales (PPS). Dans plusieurs cantons et communes, il existe des services qui les coordonnent (voir annexe).

De nombreux services et les autorités sont mobilisés lorsqu'il est question de soins, d'accompagnement ou de trouver des logements adaptés aux personnes âgées. Ces acteurs, tels que les services sociaux, les EMS et les institutions hospitalières, collaborent étroitement, ce qui permet d'avoir accès à une aide assez rapidement. Cependant, il manque encore des offres qui prennent suffisamment en compte les aspects culturels, religieux et familiaux des seniors musulman·e·s.

C'est notamment au niveau de ce manque qu'il serait important d'agir. Les institutions de soins et les structures d'accueil devraient davantage s'adapter aux nouvelles réalités du domaine de la vieillesse qui se caractérisent par une forte diversité culturelle, religieuse et linguistique, tout en mettant au centre du dispositif un service individualisé. En effet, les besoins des personnes âgées musulmanes varient considérablement : par exemple, une personne veut être informée des heures de prières et avoir à sa disposition un tapis de prière, tandis qu'une autre souhaite que son alimentation respecte les règles de sa religion. Certaines personnes désirent peut-être que des normes de pudeur soient respectées, notamment en matière d'hygiène. Une autre désire obtenir un logement proche de sa famille et bénéficier d'un accompagnement émotionnel.

De l'idée à la concrétisation : une histoire de temps

Yaşar Şahin, un imam appartenant à la première génération de travailleur·euse·s immigré·e·s en Suisse, a voulu activement contribuer à l'avancée de cette question. Il est entré en contact avec des maisons de retraite pour ouvrir un dialogue sur les besoins des personnes âgées musulmanes. Cependant, ses demandes sont restées sans réponse. Şahin considère qu'il n'est pas suffisant de verser une pension aux personnes âgées et de les laisser livrées à elles-mêmes : « On a payé des impôts pendant cinquante ans et maintenant l'État nous dit 'je te donne tant, vis comme tu veux'. Mais cela ne procure pas la paix intérieure, loin de là ». Selon lui, les services de la vieillesse doivent impérativement être sensibles à la question culturelle et offrir plus que des maisons de retraite. Il trouve important d'ouvrir un dialogue avec les autorités publiques, afin de trouver collectivement des alternatives, même si la voie à suivre n'est pas encore clairement définie.

Un autre imam a réalisé, avec des jeunes de sa communauté, une visite dans une maison de retraite qui a été couronnée de succès. Cette réussite doit beaucoup au fait que l'accès à la maison de retraite s'est fait par l'intermédiaire d'un soignant qui entretient une relation de confiance avec cette communauté. La demande lui a été faite personnellement, ce qui a permis d'éviter les obstacles institutionnels qu'a vécu par exemple Şahin.

Cette visite s'est déroulée de manière très respectueuse et volontairement discrète, comme nous l'explique l'imam : « Nous ne voulions pas déranger les personnes âgées ». Les jeunes qui ont participé à cette visite ont apporté des

fleurs aux résidant·e·s et ont adopté une posture d'écoute : l'objectif était « de montrer aux enfants comment respecter les personnes âgées ». Lors de la visite, le groupe a été particulièrement touché par une résidente musulmane qui recevait peu de visites. Lorsqu'on lui a remis un tapis de prière qu'elle avait demandé, sa joie fut immense. Cet exemple montre que les rencontres personnelles sont précieuses pour tout·e·s les participant·e·s.

Pour beaucoup, les structures existantes sont perçues comme trop rigides, impersonnelles et, dans une certaine mesure, déstabilisantes. Les heures fixes des repas, les rituels « étrangers » et le manque d'espace pour exprimer ses appartenances culturelles peuvent être vécues comme une souffrance liées à une perte d'appartenance. Dans une telle situation, tous les contacts, gestes et signes permettant d'atténuer le sentiment d'altérisation et d'isolement sont les bienvenus. Il est également important d'aborder des sujets comme le contrat de prévoyance, le pacte successoral ou les directives anticipées.

Les aumôneries et les services de visite peuvent jouer un rôle important, notamment en organisant des visites régulières ou ponctuelles, comme celles proposées par l'association VMRB dans le canton de Berne. Ce service peut également être prodigué par des associations musulmanes ou des bénévoles (voir l'exemple au chapitre 4). Même pour les personnes peu religieuses, la prise en compte de leur identité culturelle peut s'avérer significative.

Les communes, avec leurs services sociaux, leurs EMS et leurs centres médico-sociaux (CMS), jouent un rôle central. Bien que chaque canton dispose d'une politique vieillesse et d'institutions spécialisées (voir ci-dessous et en annexe), différents acteurs de la société civile, ainsi que des Églises, se mobilisent sur ce sujet. Certaines associations d'aide aux migrant·e·s, ainsi que certaines associations musulmanes, ont d'ailleurs un engagement local sur cette question. De plus, l'environnement familial des personnes âgées est parfois central : dans plusieurs cas, ce sont les enfants ou les beaux-enfants qui assurent certains services. Les imams et les personnes encadrantes musulmanes peuvent également jouer un rôle, en prodiguant un soutien émotionnel, en assumant des fonctions d'intermédiaire ou en organisant des services de visites. Certains acteurs de la société civile, tels que l'EPER ou Caritas, fournissent aussi une aide interculturelle aux personnes âgées.

Cependant, il reste certaines lacunes. Les communautés religieuses offrent peu de services adaptés aux personnes âgées. Même si les mosquées et les associations musulmanes jouent un rôle important dans la socialisation et le bien-être de certains seniors, les institutions publiques les considèrent peu comme des partenaires. Cela montre un manque de collaboration et d'intégration institutionnelles de ces acteurs dans les politiques sociales et de santé.

Conseils et astuces

- Ouvrez un dialogue avec les services sociaux de votre localité pour discuter des questions relatives à la vieillesse. Renseignez-vous sur les différents types de logements adaptés aux personnes âgées, par exemple les appartements protégés et les structures d'habitation communautaire comme alternatives à l'EMS.

- Mobilisez votre réseau personnel pour vous faciliter certains accès et organisez des services de visites, des groupes de discussion ou des offres adaptées aux membres âgés de votre communauté. Un court compte rendu, un message de remerciement ou une photo témoignent de la reconnaissance et facilitent la création de liens avec l'institution.

- Discutez ouvertement au sein de votre communauté des attentes, des besoins, des enjeux liés à la vieillesse (soin, prévoyance vieillesse, succession, directives anticipées, etc.). Élaborez ensemble des solutions réalistes afin d'éviter les malentendus et les déceptions entre les générations jeunes et âgées.

- Parlez avec votre municipalité de la situation des personnes âgées issues de minorités religieuses ou culturelles qui ont aussi droit à une vieillesse digne.

Pour aller plus loin

ch-connect.ch: Site web de association connect! qui vise à réduire la solitude des personnes âgées

intergeneration.ch: Site web sur les thèmes intergénérationnels par la Société suisse d'utilité publique

Voir également les numéros 10, 13, 14, 18 et 41 en annexe.

7. Diversité et égalité de genre

La notion de genre revoie aux rôles, aux comportement et aux identités assignés aux hommes et aux femmes dans une société. En ce sens, le genre désigne l'expression socialement construite du sexe biologique. La notion de diversité de genre, quant à elle, recouvre la pluralité des expressions de genre et invite à en dépasser une compréhension binaire. Elle favorise la reconnaissance et l'inclusion des multiples identités de genre, incluant les différentes manières d'être homme et d'être femme, mais aussi les personnes transgenres et celles qui ne se retrouvent pas dans ces normes de genre (non-binaire). En Suisse, le principe d'égalité impose que toutes ces expressions de genre soient traitées de façon égalitaire.

Les communautés musulmanes, ainsi que les personnes encadrantes musulmanes, sont confrontées à des attentes divergentes sur ce thème, que ce soit vis-à-vis de leur communauté ou de la société. D'une part, les personnes encadrantes musulmanes sont tenues de respecter les normes sociales, ainsi que les politiques visant à combattre les discriminations basées sur le genre. D'autre part, ces personnes encadrantes sont également amenées à accompagner des individus qui expriment subjectivement leur genre de façon plurielle.

Le présent chapitre fournit des ressources et des contacts permettant aux personnes encadrantes musulmanes d'accompagner au mieux les personnes demandeuses, tout en leur fournissant des clefs de compréhension de la diversité de genre en contexte suisse. A l'aide de ces ressources, les communautés musulmanes peuvent contribuer à la promotion de l'égalité de genre en exerçant une influence morale et sociale.

Caractéristiques principales

En Suisse, l'égalité de genre est inscrite dans la Constitution fédérale (Art. 8, al.3) et sous-tendu par la loi sur l'égalité entre femmes et hommes de 1995 qui interdit toutes formes de discrimination directe et indirecte fondée sur le sexe, introduit une protection contre le harcèlement sexuel sur le lieu de travail et facilite les procédures judiciaires. De plus, toute discrimination relative au genre et à l'orientation sexuelle est pénalisée par le Code pénal (Art. 261bis).

En outre, la Suisse a ratifié la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (1997) ainsi que la Convention d'Istanbul (2018) sur la lutte contre la violence envers les femmes (mariage forcé, mutilation génitale, violence domestique, etc.). Ces conventions internationales l'obligent à mettre en œuvre des politiques publiques visant à garantir l'égalité de genre.

Le Bureau Fédéral d'égalité entre les hommes et les femmes (BFEG) est l'organe fédéral en charge de ces questions. Il vise à promouvoir l'égalité des sexes et la lutte contre les discriminations de genre. Ainsi, il soutient financièrement différents projets pour favoriser l'égalité dans différents domaines sociaux. Le BFEG a d'ailleurs édité un plan d'action (Stratégie Égalité 2030), adoptée par le Conseil fédéral en 2021, qui fixe des objectifs permettant d'atteindre l'égalité entre les genres dans quatre domaines spécifiques (vie professionnelle et publique ; conciliation et famille ; violence de genre ; discrimination).

Les Foulards Violets : défendre les femmes musulmanes dans et en dehors des communautés

À Genève, le collectif Les Foulards Violets s'est constitué en réaction à la nouvelle loi sur la Laïcité (2019), qui touche particulièrement les femmes musulmanes portant le foulard. Né dans le sillage de la Grève féministe du 14 juin 2019, ce collectif s'est fixé pour objectif de thématiser et de visibiliser les discriminations vécues spécifiquement par les femmes musulmanes. Ainsi qu'Inès El-Shikh, co-fondatrice des Foulards Violets, l'explique, ce collectif « fait essentiellement du plaidoyer au sujet des discriminations islamophobes genrées en Suisse tant au niveau des partis politiques qu'auprès des médias, mais aussi au niveau intracommunautaire ».

Ainsi, Les Foulards Violets, collectif majoritairement composé de femmes musulmanes, vise, d'une part, à sensibiliser l'opinion publique et les organisations politiques suisses aux enjeux du racisme antimusulman et au caractère genré de celui-ci. El-Shikh se félicite d'avoir contribué à introduire, au sein des discours sur le foulard et les femmes musulmanes en Suisse, une autre compréhension, « notamment en introduisant la question du choix, du libre arbitre et de l'autonomie corporelle ».

D'autre part, ce collectif agit au niveau intracommunautaire en déconstruisant, dans une certaine mesure, des représentations stéréotypées supposant une incompatibilité entre l'islam et le féminisme : « beaucoup de

jeunes femmes peuvent se sentir en porte-à-faux entre être musulmane et féministe, parce qu'on leur a tellement dit que c'est incompatible que parfois elles se sentent gênées et nous, on vient un peu lever l'ambiguïté là-dessus par du discours intracommunautaire, ce qui implique aussi de discuter de questions de genre parfois assez ouvertement ».

Cette activité prend des formes variées. Par exemple, lors de la campagne sur l'interdiction de se dissimuler le visage dans l'espace public (2021), les Foulards Violets ont rédigé un argumentaire, ont participé à plusieurs discussions avec des partis politiques, ainsi qu'à des débats médiatiques. Plus récemment, lors des élections du Grand Conseil de Genève (2023), le collectif a adressé un questionnaire aux candidat·e·s et classé ces dernier·e·s en fonction de leur sensibilité aux questions relatives au racisme antimusulman et au sexisme qui touche spécifiquement les femmes musulmanes. Ce classement a ensuite été diffusé sur les réseaux sociaux.

Les Foulards Violets participent aussi à de nombreuses manifestations (grèves féministes, manifestations du 8 mars, actions antiracistes, manifestations en soutien à la Palestine, etc.). En collaboration avec l'Institut des Etudes genre de l'Université de Genève, des membres du collectif ont organisé une exposition photographique, intitulée « Invisible / Survisible» (2022). L'art est, selon El-Shikh, un outil de médiation intéressant qui permet l'empouvoirement : « Les femmes musulmanes en Suisse, sont souvent perçues à l'aune de la politique, de l'actualité, mais jamais au travers de leur créativité, du travail sur soi, sur sa propre représentation et c'est ce qu'on voulait faire ».

Bien que d'autres manières de lutter contre les discriminations vécues par les femmes musulmanes puissent exister, les Foulards Violets ont su, en raison de la solidité de leurs réseaux interpersonnels et associatifs s'implanter comme des actrices importantes de la scène militante genevoise et plus largement romande.

Chaque canton dispose d'un bureau d'égalité entre les hommes et les femmes qui, sur le plan local, offre des conseils, des subventions et des ressources aux institutions publiques et privées qui œuvrent à la promotion de l'égalité des genres.

Au sein de la société civile, différentes associations et syndicats contribuent à la sensibilisation à l'égalité des genres. Par exemple, les organisations cantonales de la grève féministe organisent chaque 14 juin une manifestation durant laquelle les questions relatives à l'égalité et aux discriminations fondées sur le genre sont discutées.

Conseils et astuces

- Contactez avec le bureau cantonal de l'égalité après avoir consulté les ressources que ce bureau a mis à disposition. Si vous avez envie de réaliser un projet, demandez un soutien financier ou des conseils auprès des délégué·e·s de ce bureau.

- Contactez des associations œuvrant à la promotion de l'égalité, telles que des organisations féministes locales.

- En cas d'enjeux relatifs au monde professionnel, consultez les organisations syndicales, telles que l'Union Syndicale Suisse.

Pour aller plus loin

egb.ch : Site web du Bureau fédéral de l'égalité entre hommes et femmes

egalite2030.ch : Site web de la stratégie égalité 2030 par le Bureau fédéral de l'égalité

equality.ch : Site web de la Conférence suisse des délégué·e·s à l'égalité avec une liste d'adresses des bureaux de l'égalité communaux, cantonaux et fédéraux

Dupuis, Sébastien : Féminisme et islamité. Fribourg, 2023. islamandsociety.ch/fr/feminisme

Dupuis, Sébastien : Représentations stéréotypiques des masculinités musulmanes en Suisse. 2024. religion.ch/fr/blog/representations-stereotypiques

lesfoulardsviolets.wordpress.com : Site web du collectif Les Foulards Violets

Schneuwly Purdie, Mallory : Islam et construction des identités de genre : entre normativité, contextualité et inventivité. Fribourg, 2020. islamandsociety.ch/fr/islam-et-construction

humanrights.ch : Adresses utiles genre, orientation sexuelle. humanrights.ch/fr/qui-sommes-nous/organisation/adresses-utiles/genre/

uss.ch : Site web de l'Union Syndicale Suisse

Voir également les numéros 1, 14, 16, 21 et 38 en annexe.

8. Radicalisation et prévention

Le Service de renseignement de la Confédération estime qu'entre 2001 et 2024 plusieurs dizaines de jeunes hommes ainsi que quelques femmes se sont tourné·e·s vers un extrémisme qui prône l'utilisation de la violence, tout en tentant de la justifier par l'islam. Dans certains cas, ces personnes ont fréquenté des mosquées – à l'insu ou non des responsables de celles-ci. Bien que les processus de radicalisation aient généralement lieu en dehors des mosquées, le fait que ces personnes se réfèrent à l'islam impacte les communautés musulmanes de Suisse. En effet, les citoyen·ne·s et les autorités attendent des communautés musulmanes qu'elles s'engagent dans la prévention de la radicalisation.

Bien qu'il soit difficile de répondre à ces attentes, de nombreuses communautés musulmanes s'imliquent déjà directement ou indirectement dans la prévention, par exemple en proposant des activités auprès des jeunes. Cependant, le débat public sur ce sujet représente un défi, en particulier lorsque des situations complexes sont simplifiées ou que des amalgames sont construits. Il serait contreproductif de répondre à ces attentes en recourant à d'autres simplifications, par exemple en ignorant le phénomène de radicalisation, en le déclarant inconcevable ou en qualifiant toute référence à ce sujet d'islamophobe. Il serait plus constructif de développer une collaboration basée sur la confiance en prenant en considération les perspectives des uns et des autres de façon nuancée.

Caractéristiques principales

Le processus de radicalisation menant à l'extrémisme violent est un phénomène complexe qu'il est parfois difficile de cerner en amont. Pour l'enrayer, il est nécessaire que de nombreux acteurs·actrices collaborent, tant à titre préventif (prévention) que dans des situations concrètes (intervention) en agissant auprès de personnes à risque ou déjà radicalisées. En ce sens, une collaboration étroite entre les autorités, les écoles, les parents, les clubs de sports, les associations de jeunesse, les communautés religieuses, les travailleur·euse·s sociaux·sociales, ainsi que d'autres acteurs·actrices est nécessaire.

Pour qu'une telle collaboration puisse aboutir, il faut non seulement une volonté de coopération, mais aussi une compréhension mutuelle basée sur l'échange d'expertise entre l'Etat et les communautés. La confiance s'avère donc essentielle, notamment en ce qui concerne la prévention. De nombreux acteurs·actrices sont confronté·e·s au défi de surmonter les différences culturelles et institutionnelles. Les plateformes d'échange, les formations continues ou bien des cercles de discussion peuvent produire d'importantes impulsions dans ce domaine.

Prévenir la radicalisation par les images

L'Association des musulmans d'Argovie a réalisé un projet de film visant à prévenir la radicalisation. Il en résulte un film de vingt minutes et des documents annexes qui, par exemple, thématisent l'instrumentalisation des sources islamiques.

Mais la véritable plus-value provient du travail collaboratif: « Le défi le plus grand, ce n'a pas été le film, mais d'entrer en dialogue avec les écoles, les associations et les autorités », se souvient Malik Allawala, porte-parole de l'association. Beaucoup d'entre eux se montraient réticents dès que des mots comme ‹ islam › ou ‹ radicalisation › surgissaient. Pour cette raison, l'association a commencé assez tôt à cultiver des relations par des échanges individuels, une communication ouverte et l'implication d'un groupe d'expert·e·s (scientifiques, militaires et théologien·ne·s).

Le partenariat avec la commune et l'école de Neuenhof a permis de tourner un film dans de bonnes conditions avec la contribution d'élèves. « Nous ne voulions pas faire un film sur les jeunes, mais avec eux et avec la société », explique Allawala. Il conclut qu'il n'est pas nécessaire de disposer « de moyens énormes, mais plutôt de persévérence, de confiance et des partenaires intéressés par le sujet». Cette approche montre comment un projet de film peut se transformer en projet de réseautage.

Malgré le grand engagement des personnes impliquées dans le projet, le film a eu un écho modéré. Des ateliers ont toutefois été organisés dans certaines mosquées du canton. Au début, certaines écoles et enseignant·e·s ont manifesté leur intérêt, par exemple en demandant du matériel pédagogique ou en invitant des représentant·e·s de l'association pour des ateliers.

Pour atteindre un public large, le film a été envoyé à toutes les écoles et à tous les centres de jeunesse germanophones. Cependant, l'intérêt pour le

film s'est estompé au fil du temps. Même si le film et le matériel qui l'accompagne n'ont pu s'imposer que marginalement dans le paysage éducatif, certains retours témoignent d'impulsions qu'il a provoquées. Sans s'être constitué comme un instrument de prévention à grande échelle, ce projet a néanmoins suscité des discussions au sein de cercles sensibilisés à ce sujet.

Lorsqu'il s'agit d'extrémisme islamique, les communautés musulmanes peuvent jouer un rôle important dans la prévention de la radicalisation, mais également lors d'interventions ciblées. En effet, en raison de leurs connaissances des contextes religieux et culturels, les membres de ces communautés sont capables d'identifier à temps les visiteurs qui se comporteraient de manière inhabituelle, ainsi que ceux qui tendraient à s'isoler.

La mise en place d'une offre de qualité notamment auprès des jeunes, peut avoir un double effet: favoriser leur engagement dans la vie associative de la mosquée, ce qui contribue à la formation d'une relève; concurrencer les promesses que les idéologies extrémistes véhiculent en leur offrant un espace pour aborder de manière constructive la religion. Il est imprtant à cet égard que leurs questionnements et leurs préocupations soient prises au sérieux. Les activités de loisirs, le sport, les programmes éducatifs ou les activités culturelles créent des espaces bienveillants dans lesquels les jeunes trouvent une communauté et du sens. Tout cela contribue à éviter l'isolement et l'aliénation, qui favorisent la radicalisation.

Étant donné que les processus de radicalisation représentent des risques liés à l'exercice de la violence non-étatique, les services de sécurité jouent un rôle central. Tous les cantons ainsi que certaines grandes villes de Suisse disposent de services spécialisés qui surveillent toutes les formes d'extrémisme (y compris l'extrémisme de gauche et de droite). En outre, certains cantons ont mis en place des facilitateurs (« Brückenbauer ») au sein des institutions policières. En entretenant des échanges réguliers avec des responsables d'associations (pas seulement musulmanes) et en étant au fait de leurs engagements, ces personnes jouent un rôle d'intermédiaire entre les autorités et la société civile. Dans certains cas, il·elle·s prodiguent des conseils aux responsables de mosquée, par exemple lors d'incidents islamophobes ou de gestion de cas de comportements suspects. Cette fonction a aussi d'autres potentiels : souvent, il·elle·s soutiennent les mosquées dans l'établissement d'un concept de sécurité, soit en les conseillant dans la rédaction d'un plan d'urgence, soit en les dirigeant vers des services spécialisés.

Ces policiers·policières peuvent aussi être invité·e·s pour animer des conférences et des séances de questions réponses avec les jeunes ou les parents. Pour que cette collaboration soit fructueuse, il est nécessaire que toutes les personnes impliquées adoptent un posture d'ouverture pour construire une relation de confiance, ce qui peut prendre du temps.

Conseils et astuces

- Impliquez les jeunes de votre association dans l'organisation en proposant des activités qui les intéressent particulièrement. Créez des espaces durant lesquels il·elle·s peuvent discuter de sujets qui leur importent avec des personnalités intéressantes, en vous assurant qu'il·elle·sont la possibilité d'aborder leurs questionnements, leurs doutes et leurs préoccupations.

- Invitez des professionnels à examiner de façon critique les réseaux sociaux avec les jeunes ou à réaliser un projet médiatique.

- Entretenez des contacts avec les autorités compétentes, les services spécialisés, les écoles, etc.

Pour aller plus loin

Biasca, Federico : Radicalisation – prévention, mesures, responsabilisation. Fribourg, 2025. islamandsociety.ch/fr/radicalisation

Brodard, Bapiste: Prévention de l'extrémisme violent en lien avec l'islam, vision stratégique pour la Suisse. Bienne : 2022. tasamouh.com/axes/ (voir « nos guides », avec des recommandations à partir de p.48)

Casutt, Géraldine: Par-delà la violence : le jihadisme à travers les cas de femmes en Suisse. Fribourg, 2025. islamandsociety.ch/fr/par-dela-la-violence

Schmid, Hansjörg / Schneuwly Purdie, Mallory / Lang, Andrea: Prévenir les radicalisations : Collaborations entre l'Etat et les organisations musulmanes. Fribourg, 2018. folia.unifr.ch/unifr/documents/307019

Voir également les numéros 24, 26, 32 et 37 en annexe.

9. Discrimination

Les personnes musulmanes ou perçues comme telles vivant en Suisse peuvent être confrontées à une forme particulière de discrimination en raison de leur appartenance réelle ou supposée à l'islam (en 2019, environ 35% des musulman·e·s de Suisse indiquent en avoir été victimes).

Le racisme antimusulman ne se limite pas à une hostilité individuelle à l'encontre de personnes musulmanes, mais s'inscrit dans une logique systémique fondée sur des représentations et des pratiques qui construisent des différences et justifient des inégalités, y compris au sein d'institutions. Il présente ainsi une dimension structurelle produisant des discriminations matérielles et symboliques.

En outre, le racisme antimusulman s'articule avec différents critères de différenciation sociale, telle que le genre, la culture, l'ethnicité, la classe sociale, la race, le port d'un signe perçu comme religieux ou l'enchevêtrement de plusieurs de ces critères. Une personne musulmane peut donc se montrer discriminatoire sur la base d'autres critères que l'appartenance religieuse.

Les personnes encadrantes musulmanes peuvent jouer un rôle d'accompagnement et de conseil auprès de personnes qui en seraient victimes. En offrant un espace sécurisé au sein de leur communauté, elles contribuent à la libération de la parole, tout en prodiguant de l'aide aux personnes victimes de racisme antimusulman que ce soit dans leurs démarches juridiques ou en les orientant vers des structures de soutien.

Principales caractéristiques

La Suisse, ayant ratifié des conventions internationales, est obligée de lutter contre toute forme de discrimination, de renforcer le financement et le personnel des structures de conseil, ainsi que d'adopter des mesures visant à prévenir le profilage racial. Sur le plan national, l'égalité de droit est garantie par l'article 8 de la Constitution qui interdit tout traitement différentiel notamment basé sur le genre, la race, l'ethnicité, l'âge, l'origine sociale, les convictions religieuses ou politiques. C'est l'article art. 261bis du Code Pénal qui fixe la peine.

Le Service de lutte contre le racisme (SLR) est l'organe fédéral en charge de la prévention du racisme. Il a comme prérogative de réaliser, de soutenir et de coordonner des activités visant cet objectif au niveau fédéral, cantonal et communal.

La Confédération et les autorités cantonales ont défini, au sein des Programmes d'intégration cantonaux (PIC), deux objectifs de lutte contre le racisme : fournir aux victimes de discrimination raciale des offres de conseil et de soutien ; sensibiliser les institutions et la population aux problématiques du racisme.

Chaque canton et de nombreuses communes offrent ces services de conseil et de soutien. Dans certains contextes, cette tâche est assurée par les Bureaux cantonaux d'intégration, ailleurs par d'autres structures étatiques ou non éta-

Visibiliser le racisme antimusulman pour mieux le combattre

Meriam Mastour, juriste et spécialiste des questions de diversité et d'inclusion, est active dans le tissu associatif depuis une vingtaine d'années. Elle est également membre de la Fondation de l'Individuel au Collectif (DIAC), une fondation non-cultuelle reconnue d'utilité publique basée à Genève qui réunit des jeunes musulman·e·s de la région. C'est au sein de DIAC qu'elle a cofondé la permanence et l'observatoire sur le racisme antimusulman, qu'elle dirige depuis avril 2023.

Comme l'explique Meriam Mastour, ce projet est né d'une nécessité : « J'avais beaucoup de signalements qui me parvenaient directement et ces signalements-là surpassaient les statistiques du réseau des centres d'écoute ». Cette permanence, soutenue par différentes institutions publiques et privées, est un des premiers centres d'écoute et de soutien suisse spécialisé sur le racisme antimusulman et contribue à pallier le sous signalement : « nos cas sont ceux de personnes qui n'allaient jamais signaler ».

Via une plateforme en ligne ou les réseaux sociaux, la permanence récolte des cas de discrimination et prodigue un accompagnement individualisé aux victimes. En son sein, différentes prestations gratuites sont proposées : des consultations psychosociales qui visent à renforcer les compétences des bénéficiaires et leur capacité d'action ; des aides juridiques qui présentent les possibilités légales et fournissent un soutien pour la rédaction de plaintes ; des offres d'orientation qui permettent aux victimes de trouver des services spécialisés (syndicats, psycholo-

gues, avocats). La permanence organise également des ateliers de sensibilisation auprès d'institutions telles que les écoles et les entreprises. En parallèle, le centre en tant qu'observatoire du racisme antimusulman, en favorise la compréhension : « On s'est rendu compte qu'en dehors des signalements, on développe une expertise sur le sujet du racisme antimusulman qui est précieuse et nous permet de bien faire notre travail. Quand on constate que plusieurs cas vont dans la même direction, qu'on en ressort certaines problématiques, on en discute avec nos partenaires à l'État afin de trouver des solutions concrètes ».

Depuis 2024, la permanence de DIAC est membre du réseau des centres de conseil pour les victimes du racisme coordonné par humanrights.ch et la Commission fédérale contre le racisme (CFR). Ainsi, tous les cas recensés par la permanence sont inclus dans les statistiques officielles.

tiques. Vous pouvez tous les trouver via le site web du Réseau de centres de conseil pour les victimes du racisme (lien « pour aller plus loin »).

Plusieurs associations œuvrent à la prévention et à la dénonciation des discriminations raciales. Certaines mettent en place des campagnes de sensibilisation, notamment à l'occasion de la semaine d'action contre le racisme qui se tient chaque année autour du 21 mars. D'autres ont créé des structures de conseils destinées à des personnes victimes. Par exemple, la Fédération des Organisations Islamiques de Suisse (FOIS) a constitué, en 2018, un centre d'accueil et de conseil permettant aux victimes de racisme antimusulman de signaler des cas en ligne et d'obtenir un accompagnement. Depuis 2025, les signalements recueillis par la FOIS sont transmis au SLR et inclus dans les statistiques officielles.

Conseils et astuces

En cas de témoignage de discrimination

- Accueillez sans jugement la parole de la victime en respectant ses ressentis et ses émotions. Ne remettez pas en doute la parole de la victime et ne tentez pas de minimiser l'évènement qu'elle vous confie.

- Orientez la victime vers un centre de conseil et de soutien afin qu'elle puisse bénéficier d'une aide adéquate et adaptée à sa situation.

- Tentez de maintenir un contact avec la victime, afin de montrer votre soutien. Tout en respectant ses limites, incitez-là à signaler son cas auprès d'un centre spécialisé.

En général

- Invitez un·e représentant·e du Service communal ou cantonal de lutte contre le racisme pour une soirée de discussion dans votre communauté. Cela sera une occasion d'obtenir des informations et des ressources précieuses sur le sujet, mais également d'élaborer des projets.

- Échangez avec des membres d'autres minorités de votre région. Peut-être qu'une rencontre ou une manifestation commune avec des membres d'une église de migrants, d'une communauté juive ou d'un temple hindou tamoul donnera lieu à des discussions et observations intéressantes.

Pour aller plus loin

reportonlineracism.ch : Plateforme de signalement des discours de haine raciste sur internet de la Commission fédérale contre le racisme

Asmaa Dehbi : Le racisme antimusulman en Suisse, 2024. islamandsociety.ch/fr/racisme-antimusulman

diac-permanence.ch : Permanence et observatoire DIAC sur le racisme antimusulman

Fédération des Organisations Islamiques de Suisse : Plateforme de signalement. fids.ch/fr/point-de-contact

network-racism.ch : Réseau de centres de conseil pour les victimes de racisme

Trucco, Noemi / Dehbi Asmaa / Dziri Amir / Schmid Hansjörg : Racisme antimusulman en Suisse : étude de référence, 2025. folia.unifr.ch,, recherche : CSIS Studies 12. Voir également la synthèse suivante : frb.admin.ch/fr/etudes-et-rapports

Voir également les numéros 3, 9, 14, 25, 21, 29, et 34 en annexe.

Glossaire

Barrière linguistique : obstacle à la communication entre des personnes parlant des langues différentes

Bien commun : le bien-être collectif de l'ensemble de la société

Brückenbauer : litt. constructeur·trice de ponts; facilitateur·trice, spécialiste qui explique aux personnes non suisses le fonctionnement de la police et les conseille dans leur relation avec celle-ci

But cultuel : objectif ou finalité d'une communauté ou d'une institution religieuse, notamment la célébration des rituels religieux et la pratique de la foi

Canton : état membre, unité territoriale disposant d'une constitution, d'un gouvernement, d'un parlement, de souveraineté fiscale etc, compétent pour les relations entre Etat et communautés religieuses ; réunis, les cantons forment la Confédération helvétique

Caritas : association d'inspiration catholique qui vient en aide aux personnes qui ont en besoin autant en Suisse qu'à l'étranger, par exemple en proposant des conseils, des services d'aide aux sans-abris ou en luttant contre la pauvreté

Centres médico-sociaux (CMS) : service de soins à domicile destiné aux personnes âgées, malades ou en situation de handicap. Il fournit, entre autres, une aide pour l'hygiène corporelle, la médication, les tâches ménagères et certains soins médicaux

Changement générationnel : évolution des attitudes, modes vies, valeurs et rôles entre différentes catégories d'âge ou de génération

Commune : la plus petite unité administrative d'un canton, comprenant généralement une ville ou un ou plusieurs villages. Les communes gèrent de manière autonome certaines tâches, par exemple, le contrôle des habitants, les services industriels, les écoles ou les cimetières

Concept de sécurité : plan qui analyse les risques et prévoit des mesures de protection

Confédération : Union des cantons, responsable des activités que ces derniers ne peuvent pas assumer seuls (l'armée, la douane, diplomatie internationale, etc.) ; dirigée par le Conseil fédéral (gouvernement national)

Directives anticipées : document écrit par lequel une personne majeure détermine à l'avance les traitements médicaux qu'elle souhaite ou pas recevoir en cas d'accident grave ou en phase terminale d'une maladie

Diversité de genre : la pluralité des manières dont une personne définit, vit et exprime son identité de genre

Éducateur·éducatrice en milieu scolaire : professionnel·le qui, dans les écoles, conseille, accompagne et oriente les élèves, les parents et les enseignant·e·s en cas de problèmes sociaux, personnels ou scolaires

Église : bâtiment destiné aux cultes chrétiens ; communauté spirituelle ; structure organisationnelle de cette communauté

Église catholique-chrétienne : petite Église nationale qui s'est séparée de l'Église catholique romaine en 1871, s'opposant au dogme de l'infaillibilité du pape. Elle est reconnue de droit public dans huit cantons

Empouvoirement : processus par lequel un individu ou un groupe acquière et/ou renforce son pouvoir d'agir, son autodétermination et son estime, ce qui favorise son autonomisation et sa participation

Entraide Protestante Suisse (EPER) : association de l'Église évangéliques réformées de Suisse qui vient en aide aux personnes qui ont en besoin autant en Suisse qu'à l'étranger, notamment par l'aide humanitaire, des projets de développement et la promotion des droits humains

Établissement pour personnes âgées (EMS) : établissement destiné aux personnes âgées, combinant différentes formes de logement et de prise en charge, p. ex. des appartements médicalisés, des logements avec assistance et des soins de jour

Fondation : structure juridique créée lorsqu'un fondateur (particulier ou entreprise) met à disposition de manière irrévocable de son patrimoine à une cause

d'utilité publique. La fondation gère ce patrimoine de façon autonome pour réaliser l'objectif qu'elle s'est fixé

Genre : ensemble des rôles, comportements et identités attribués aux individus en fonction du sexe qui leur a été attribué à la naissance, expression socialement construite du sexe biologique

Groupe d'intérêt : regroupement de plusieurs personnes ou groupes œuvrant en faveur d'une cause ou d'un objectif commun

Home non-médicalisé (HNM) : Établissement déstiné à des personnes ne pouvant pas se suffire à elles-mêmes, mais ne nécessitant pas de soins continus; fournissent un accompagnement social et, si besoin, une aide pour accomplire certains actes de la vie quotidienne

Imam : personne qui dirige la prière de la mosquée, répond aux questions des fidèles ; dans le chiisme : chef spirituel

Maison de retraite : établissements publics ou privé où des personnes âgées vivent et sont prises en charge (terme ancien qui peut être perçu négativement dans certains contextes)

Non-binaire : identité de genre qui se situe en dehors des catégories socialement construites comme masculines et féminines. Une personne non-binaire peut se définir ni homme ni femme, homme et femme (gender fluid), ou encore non genré

Œcuménique : rassemblement de plusieurs courants chrétiens (confession) pour, par exemple, des activités, des comités ou des documents

Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) : organisation qui, dans toute la Suisse, soutient les personnes dans leur intégration sociale et professionnelle en leur proposant des offres de formation, de conseil et d'emploi

Organisation non gouvernementale (ONG), organisation non étatique : organisation indépendante de l'État qui s'engagent dans un champ particulier, tel que la lutte contre la pauvreté, la protection des animaux ou la promotion du sport

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) : fédération des organismes œuvrant dans le domaine de la migration et de l'asile. Elle défend les droits des réfugiés en Suisse, offre des protections et un soutien juridique, social et humanitaire

Pacte successoral : contrat conclu devant un notaire qui détermine la succession entre un testateur et ses héritier·e·s

Pension psycho-sociale (PPS) : Établissement d'hébérgement destiné à des personnes souffrant de fragilités psychiques; assurent un accompagnement social, éducatif et des préstations hôtelières.

Profilage racial (« délit de faciès ») : pratique discriminante et interdite où des agents de la force publique ou des agents de sécurité contrôlent des personnes en raison de leur appartenance raciale, ethnique, de leur couleur de peau ou d'une appartenance culturelle supposée

QuaMS (« Assurance qualité de l'aumônerie musulmane dans les institutions publiques ») : association du canton de Zurich qui se dédie à l'aumônerie musulmane dans les institutions publiques, telles que les hôpitaux, les centres d'asile et les prisons

Racisme antimusulman : discrimination, préjugés et/ou hostilité envers des personnes musulmanes ou perçues comme telles

Ramadan : mois de jeûne des musulman·e·s qui suit le calendrier lunaire et commence donc chaque année environ dix jours plus tôt que la précédente

Reconnaissance de droit public : statut juridique de collectivité de droit public que des communautés religieuses peuvent obtenir dans 24 cantons et qui leur confère certains avantages

Reconnaissance publique (aussi appelée petite reconnaissance) : statut juridique que des communautés religieuses peuvent obtenir dans six cantons et dont la portée est principalement symbolique

Service de renseignement de la Confédération (SRC) : organe de sécurité fédéral qui fournit aux Conseil fédéral et aux cantons des informations et des

analyses sur les menaces à la sécurité nationale, telles que le terrorisme, l'espionnage ou l'extrémisme

Société civile : sphère de la société dans laquelle des citoyen·ne·s s'engagent, de manière formelle ou informelle, au travers de groupes ou d'organisations, pour participer à la vie publique et contribuer à l'intérêt général

Transgenre : personne qui ne s'identifie pas au genre qui lui a été attribué à la naissance. Souvent, cette personne entreprend ou a entrepris une transition (sociale, médicale et/ou juridique) pour faire correspondre son identité de genre à son apparence et/ou a son statut légal.

Ressources complémentaires

Admnistrations et organisations

1 Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes (BFEG), ebg.admin.ch : le BFEG promeut l'égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations en Suisse

2 Fachstelle KIAL (Service spécialisé dans l'apprentissage éthique et interreligieux), phsg.ch/erg-kial : service de la Haute école pédagogique de Saint-Gall, actif dans la formation initiale et continue, la recherche et le développement ainsi que dans le domaine des prestations de service (en allemand).

3 Fédération des organisations islamiques de Suisse, fids.ch : organisation faîtière musulmane au niveau fédéral en Suisse

4 Institut de droit des religions, Université de Fribourg, unifr.ch/ius/religionsrecht

5 Migrantenfachstelle (Service spécialisé pour les migrant·e·s, MIFA), migrantenfachstelle.ch : service spécialisé pour le conseil et l'accompagnement interculturels (en allemand)

6 Office fédéral des assurances sociales (OFAS), bsv.admin.ch : autorité fédérale compétente pour les assurances sociales telles que l'AVS, l'AI, les prestations complémentaires, la prévoyance professionnelle et les allocations familiales

7 Programmes d'intégration cantonaux (PIC), kip-pic.ch : site web du Secrétariat d'État aux migrations et des cantons, offrant un aperçu des programmes cantonaux d'intégration

8 Secrétariat d'État aux migrations (SEM), sem.admin.ch : autorité fédérale compétente en Suisse pour la migration, l'asile, l'intégration des étrangères et des étrangers ainsi que pour la nationalité

9 Service de lutte contre le racisme (SLR), frb.admin.ch : service fédéral rattaché au Département fédéral de l'intérieur (DFI), compétent au niveau national pour la prévention et la lutte contre le racisme ainsi que pour la promotion des droits humains

10 Verein Multireligiöse Begleitung in Bern (Association Accompagnement multireligieux à Berne), vmrb.ch : organisation interreligieuse dans le canton de Berne, proposant un accompagnement spirituel bénévole dans les institutions (en allemand)

Sites web (nationaux)

11 Benevol, benevol.ch : organisation faîtière suisse qui promeut et met en réseau le bénévolat

12 Fedlex (droit fédéral), fedlex.admin.ch : plateforme officielle du droit fédéral suisse, donnant accès aux lois et ordonnances officielles

13 Forum national Âge et Migration, alter-migration.ch : plateforme regroupant et rendant accessibles des projets et programmes pour les migrant·e·s âgé·e· s en Suisse

14 humanrights.ch : ONG basée à Berne, qui renforce les droits humains en Suisse

15 Islam & Society, islamandsociety.ch : plateforme du Centre suisse Islam et Société de l'Université de Fribourg, proposant des informations scientifiquement étayées sur l'islam et les communautés musulmanes en Suisse

16 Les Foulards Violets, lesfoulardsviolets.wordpress.com : Plateforme d'un mouvement féministe en Suisse, qui défend les droits des femmes et plus spécifiquement des femmes musulmanes

17 migesplus.ch : site web de la Croix-Rouge suisse proposant des informations sanitaires et sociales dans de nombreuses langues

18 Pro Senectute Suisse, prosenectute.ch : organisation faîtière qui œuvre pour le bien-être des personnes âgées en Suisse

19 Serveur suisse de documents pour l'éducation et la formation, edudoc.ch : plateforme soutenue par l'État de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), qui met à disposition des documents de politique éducative et des informations spécialisées provenant de Suisse

20 Société suisse d'utilité publique (SGG), sgg-ssup.ch : organisation à but non lucratif qui promeut des projets sociaux et la cohésion sociale en Suisse

21 Union syndicale suisse (USS), uss.ch : représente les droits des travailleurs et renforce leur sécurité sociale

22 Verein ethik-religionen-gemeinschaft.ch, ethik-religionen-gemeinschaft.ch : plateforme en ligne pour les enseignant·e·s du domaine Éthique, religions, communauté (ERC) conformément au Plan d'études 21 (en allemand)

23 Vitamin B, vitaminb.ch : service spécialisé indépendant qui aide les associations à l'échelle de la Suisse grâce à la formation, au conseil et au réseautage

Publications

24 Ajil, A. Désengagement et transformation religieuse : l'après-condamnation pour terrorisme. Fribourg, 2025. islamandsociety.ch/fr/desengagement

25 Biasca, F. La discrimination. Incidents recensés et monde. Fribourg, 2020 islamandsociety.ch/fr/la-discrimination

26 Biasca, F. Radicalisation : prévention, mesures, responsabilisation. Fribourg, 2020. islamandsociety.ch/fr/radicalisation

27 Brodard, B. Prévention de l'extrémisme violent en lien avec l'islam. Vision stratégique pour la Suisse. Bienne, 2022. Tasamouh. tasamouh.com/axes/

28 Casutt, G. Par-delà la violence : le jihadisme à travers les cas de femmes en Suisse. Fribourg, 2025 islamandsociety.ch/fr/par-dela-la-violence

29 CRF : Tangram. Revue spécialisée de la Commission fédérale contre le racisme sur des sujets liés au racisme et à la discrimination en Suisse. Berne, depuis 1996. ekr.admin.ch/publications/f108.html

30 Dupuis, S. Féminisme et islamité. Fribourg, 2023. islamandsociety.ch/fr/feminisme-et-islamite

31 Dupuis, S. Représentations stéréotypiques des masculinités musulmanes en Suisse. Zurich, 2024. religion.ch/fr/blog/representations

32 Kantonspolizei Zürich. Extremistische Radikalisierung. Umgang mit potenziell gefährdeten Jugendlichen. Gesprächsleitfaden (Radicalisation extrémiste. Gestion des jeunes potentiellement à risque. Guide de conversation, en allemand). Zurich, 2021. zh.ch, recherchez « Gesprächsleitfaden Radikalisierung »

33 Katholische Kirche im Kanton Zürich. Handbuch Freiwilligenarbeit (Manuel du travail bénévole), Zurich, 2009. zhkath.ch > Über uns > Publikationen > Handbücher (en allemand)

34 Lindemann, A. Dénoncer ou ne pas dénoncer? La population musulmane face à la discrimination. Fribourg, 2023. islamandsociety.ch/fr/denoncer

35 Schmid, H., Pahud de Mortanges, R., Tunger-Zanetti, A., & Roveri, T. Diversité religieuse, perspectives interreligieuses et enseignement religieux islamique en Suisse. État des lieux et marges de manœuvre (CSIS-Studies). Centre Suisse Islam et Société. Fribourg, 2023. folia.unifr.ch/unifr/documents/324243

36 Schmid, H., Schneuwly Purdie, M., & Lang, A. Prévenir les radicalisations : Collaborations entre l'État et les organisations musulmanes (CSIS-Papers). Centre Suisse Islam et Société. Fribourg, 2018. folia.unifr.ch/unifr/documents/307019

37 Schneuwly Purdie, M. Questions d'intégration et de sécurité. Fribourg, 2020. islamandsociety.ch/fr/questions-d-integration

38 Schneuwly Purdie, M., Stegmann, R. La double part en question. Une pratique successorale au prisme du cadre légal helvétique et des dynamiques réformatrices en islam. Fribourg, 2025. islamandsociety.ch/fr/la-double-part-en-question

39 Trucco, N., Dehbi, A., Dziri, A., & Schmid, H. Racisme antimusulman en Suisse : étude de référence (CSIS-Studies). Fribourg, 2025. folia.unifr.ch/unifr/documents/331090

40 Tunger-Zanetti, A., Endres, J., Martens, S., & Wagner, N. (2019). Ramadan kommt immer so plötzlich. Islam, Schule und Gesellschaft. Ein Leitfaden mit Hinweisen und Ideen für die berufliche Praxis. Universität Luzern Zentrum Religionsforschung. doi.org/10.5281/zenodo.3086011 (en allemand)

41 Ville de Heilbronn, Stabsstelle Partizipation und Integration. Kultursensible Pflege und Betreuung von muslimischen Menschen – Ein kompakter Ratgeber für die berufliche Praxis. Stuttgart, 2017. Société Alzheimer du Bade-Wurtemberg e. V. alzheimer-bw.de > Mehr erfahren > Migration und Demez > Interkultureller Demenzkoffer (en allemand)

Informations spécifiques à certains cantons

Argovie

42 Fachstelle Alter und Familie des Kantons Aargau, ag.ch/de/themen/soziales-gesellschaft/alter : soutient les communes et les particuliers sur les questions liées à l'âge et à la famille, et coordonne la politique du vieillissement dans le canton (en allemand)

43 Fachstelle Integration Region Baden, Stadt Baden : propose des informations et des conseils sur les questions d'intégration à Baden. baden.ch > Leben > Integration (en allemand)

44 Hallo-Aargau, hallo-aargau.ch : plateforme d'information proposant des contenus multilingues pour les migrant·e·s ainsi que pour les professionnel·le·s

45 Integration Aargau, integrationaargau.ch : bureau spécialisé pour la migration, l'intégration et la discrimination raciale (en allemand)

46 Kanton Aargau, ag.ch/de/themen/migration-integration : site web proposant des informations sur la migration, le séjour, la naturalisation et l'intégration (en allemand)

47 Pro Senectute Aargau, ag.prosenectute.ch : fondation à but non lucratif offrant des informations et des services pour les personnes âgées (en allemand)

Appenzell Rhodes-Intérieures

48 Fachstelle Integration, ai.ch, recherchez « Fachstelle Integration » : point de contact et centre de coordination cantonal pour les questions d'intégration dans le canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures (en allemand)

49 Pro Senectute Appenzell Innerrhoden, ai.prosenectute.ch : fondation à but non lucratif offrant des informations et des services pour les personnes âgées (en allemand)

Appenzell Rhodes-Extérieures

50 Amt für Soziales, Abteilung Chancengleichheit, ar.ch, recherchez « Integration » : responsable des questions d'intégration, en particulier de la mise en œuvre du Programme cantonal d'intégration (PCI) ainsi que de la promotion de la participation, de la langue et de l'intégration professionnelle (en allemand)

51 Hallo-Ausserrhoden, hallo-ar.ch : plateforme d'information proposant des contenus multilingues pour les migrant·e·s ainsi que pour les professionnel·le·s

52 Pro Senectute Appenzell Ausserrhoden, ar.prosenectute.ch : fondation à but non lucratif offrant des informations et des services pour les personnes âgées (en allemand)

Berne

53 Bureau des affaires ecclésiastiques et religieuses, bkra.dij.be.ch : point de liaison entre les communautés religieuses et les instances cantonales

54 Direction de la santé, des affaires sociales et de l'intégration, gsi.be.ch, recherchez « personnes âgées » : responsable de la politique cantonale du vieillissement et de la promotion de l'autonomie ainsi que du soutien aux personnes âgées dans le canton

55 Direction de la santé, des affaires sociales et de l'intégration, gsi.be.ch/intégration , recherchez « office de l'intégration » : responsable de l'intégration, de l'aide sociale, ainsi que des questions familiales, de la jeunesse et du handicap.

56 Fachstelle für Migrations- und Rassismusfragen der Stadt, bern.ch, recherchez « Fachstelle für Migration » : point de contact pour les questions de migration, de racisme et de diversité, centre de compétences pour l'intégration de la Ville de Berne (en allemand)

57 Fachstelle Integration der Stadt Thun, thun.ch/integration : responsable de la politique d'intégration communale (en allemand)

58 Hallo-Bern, hallo-bern.ch : plateforme d'information proposant des contenus multilingues pour les migrant·e·s ainsi que pour les professionnel·le·s

59 Isa Bern, isabern.ch : centres de compétences pour l'intégration à Berne, Burgdorf et Langenthal (en allemand)

60 Pro Senectute Berne, be.prosenectute.ch : fondation à but non lucratif offrant des informations et des services pour les personnes âgées

Bâle-Campagne

61 Amt für Migration, Integration und Bürgerrecht, Fachabteilung Integration, basel-land.ch, recherchez « Fachabteilung Integration » : responsable du droit des étrangers et de l'asile ainsi que des procédures de naturalisation (en allemand)

62 Anlaufstelle Alters- und Pflegeregion Liestal (APRL), alters-und-pflegeregion-liestal.ch : informations et services sur le vieillissement et les soins dans la région de Liestal (en allemand)

63 Ausländerdienst Baselland, ald-bl.ch : centre de compétences qui soutient les migrant·e·s dans les domaines de la langue, de la profession, du conseil et de l'intégration (en allemand)

64 Hallo-Baselland, hallo-baselland.ch : plateforme d'information proposant des contenus multilingues pour les migrant·e·s ainsi que pour les professionnel·le·s

65 Pro Senectute beider Basel, bb.pro-senectute.ch : fondation à but non lucratif qui offre des informations et des services pour les personnes âgées (en allemand)

Bâle-Ville

66 Abteilung Gleichstellung und Diversität des Präsidialdepartementes, bs.ch/pd/gleichstellung-und-diversitaet : responsable de la promotion de l'égalité des chances (en allemand)

67 Fachstelle Alter und Gesundheit ABS, alterundgesundheit-abs.ch : point de contact central de la région de soins Allschwil-Binningen-Schönenbuch pour les questions liées à l'âge (en allemand)

68 Fachstelle Integration und Antirassismus, bs.ch, recherchez « Religion » : offre, via la coordinatrice des questions religieuses, des conseils spécifiques aux communautés religieuses (en allemand)

69 GGG Migration, ggg-migration.ch : centres de compétences pour l'intégration (en allemand)

70 Hallo Basel-Stadt, hallo-baselstadt.ch : plateforme d'information proposant des contenus multilingues pour les migrant·e·s ainsi que pour les professionnel·le·s

71 Pro Senectute beider Basel, bb.pro-senectute.ch : fondation à but non lucratif qui offre des informations et des services pour les personnes âgées

Fribourg

72 Bureau pour l'intégration des migrant·e·s et de la prévention du racisme (IMR), fr.ch/de/sjsd/imr : responsable du développement et de la mise en œuvre de la politique d'intégration et de prévention du racisme

73 Hello Fribourg, hello-freiburg.ch : plateforme d'information proposant des contenus multilingues pour les migrant·e·s ainsi que pour les professionnel·le·s

74 Pro Senectute Fribourg, fr.prosenectute.ch : fondation à but non lucratif qui offre des informations et des services pour les personnes âgées.

75 Service de la prévoyance sociale, fr.ch/dsas/sps/senior-prestations-et-informations : Senior+, responsable des offres et informations destinées aux personnes âgées

Genève

76 Bonjour Genève, bonjourgeneve.ch : plateforme d'information proposant des contenus multilingues pour les migrant·e·s ainsi que pour les professionnel·le·s

77 OAIS – Bureau de l'intégration et de la citoyenneté, ge.ch/organisation/oais-bureau-integration-citoyennete : coordination, développement et financement d'actions et de projets liés à l'intégration des personnes issues de la migration et à la prévention du racisme

78 Plateforme du réseau seniors Genève, plateformeseniors.ch : plateforme rassemblant différentes associations engagées dans la qualité de vie des seniors et du vivre ensemble

79 Pro Senectute Genève, ge.prosenectute.ch : fondation à but non lucratif qui offre des informations et des services pour les personnes âgées

Glaris

80 Departement Volkswirtschaft und Inneres, gl.ch > Verwaltung > Volkswirtschaft und Inneres > Soziales > Pflege und Betreuung : responsable des soins et de l'accompagnement (en allemand)

81 Fachstelle Gesellschaft des Departement Bildung und Kultur, gl.ch > Verwaltung > Bildung und Kultur > Volksschule und Sport > Gesellschaft > Integration : responsable de l'intégration, de la famille et de l'égalité (en allemand)

82 Hallo-Glarus, hallo-glarus.ch : plateforme d'information proposant des contenus multilingues pour les migrant·e·s ·ainsi que pour les professionnel·le·s

83 Pro Senectute Glarus, gl.prosenectute.ch : fondation à but non lucratif qui offre des informations et des services pour les personnes âgées (en allemand)

Grisons

84 Amt für Migration und Zivilrecht, gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/djsg/afm/dienstleistungen/integration : responsable des questions liées à la migration, au séjour, à l'entrée sur le territoire, à l'intégration et au droit civil (en allemand)

85 Fachstelle Gesundheitsförderung, gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/djsg/ga/fgf : point de contact pour les questions liées à la santé (en allemand)

86 Fachstelle Integration Graubünden, integration.gr.ch : responsable des questions d'intégration (en allemand)

87 Hallo-Graubünden, hallo.gr.ch : plateforme d'information proposant des contenus multilingues pour les migrant·e·s ainsi que pour les professionnel·le·s

88 Pro Senectute Grisons, gr.prosenectute.ch : fondation à but non lucratif qui offre des informations et des services pour les personnes âgées (en allemand)

Jura

89 Bureau de l'intégration des étrangers et de la lutte contre le racisme, jura.ch/bi : responsable des questions d'intégration

90 Pro Senectute Arc Jurassien, arcjurassien.prosenectute.ch : fondation à but non lucratif qui offre des informations et des services pour les personnes âgées

91 Service de la santé publique, jura.ch/fr/Autorites/Administration/DES/SSA/Service-de-la-sante-publique-SSA.html : responsable des questions de santé

Lucerne

92 Dienststelle Soziales und Gesellschaft (DISG), disg.lu.ch/integration : responsable des questions d'intégration (en allemand)

93 Dienststelle Soziales und Gesellschaft (DISG), disg.lu.ch/themen/Menschen_im_Alter : responsable des questions liées à vieillesse (en allemand)

94 Fabia Kompetenzzentrum Migration, fabialuzern.ch : responsable du conseil et de l'accompagnement des migrant·e·s (en allemand)

95 Pro Senectute Luzern, lu.prosenectute.ch : fondation à but non lucratif qui offre des informations et des services pour les personnes âgées (en allemand)

96 Stadt Luzern, stadtluzern.ch/dienstleistungeninformation/3521 : responsable des questions liées à l'âge et à la santé (en allemand)

97 Stadt Luzern, stadtluzern.ch/dienstleistungeninformation/143 : responsable des questions d'intégration (en allemand)

Neuchâtel

98 Service des migrations, ne.ch/themes/Pages/migration-et-integration.aspx : responsable des questions liées à la migration et à l'intégration

99 Pro Senectute Arc Jurassien, arcjurassien.prosenectute.ch : fondation à but non lucratif qui offre des informations et des services pour les personnes âgées

Nidwald

100 Gesundheitsförderung und Integration, nw.ch/gfintegrintegration : responsable des questions de santé et d'intégration (en allemand)

101 Integration Nidwalden, integration.nw.ch : informations sur la vie en Suisse et dans le canton (en allemand)

102 Pro Senectute Nidwalden, nw.prosenectute.ch : fondation à but non lucratif qui offre des informations et des services pour les personnes âgées (en allemand)

Obwald

103 Fachstelle Gesellschaftsfragen, integration.ow.ch : informations sur la vie en Suisse et dans le canton (en allemand)

104 Gesundheitsamt, ow.ch/gesundheitsoziales/5471 : responsable des questions de santé et de vieillesse (en allemand)

105 Pro Senectute Obwalden, ow.prosenectute.ch : fondation à but non lucratif, offrant informations et services pour les personnes âgées (en allemand)

Saint-Gall

106 Amt für Soziales – Abteilung Alter und Behinderung, sg.ch/gesundheit-soziales/soziales/alter : zuständig responsable des questions de santé et de vieillesse (en allemand)

107 Amt für Soziales – Abteilung Integration und Gleichstellung, sg.ch/gesundheit-soziales/soziales/integration : responsable des questions d'intégration et de religion > Vivre ensemble > Vivre interreligieux (en allemand)

108 Fachstelle Integration Wil, stadtwil.ch > Dienste, Integration und Kultur > Fachstelle Integration : responsable des questions d'intégration dans la ville de Wil (en allemand)

109 Hallo SG, hallo.sg.ch : plateforme d'information avec des informations multilingues pour les personnes migrant·e·s et les professionnel·e·s.

110 Integrationsstelle der Stadt St. Gallen, stadt.sg.ch/home/gesellschaft-si-

cherheit/zusammenleben-vereine/integration : responsable des questions d'intégration (en allemand)

111 Pro Senectute St.Gallen, sg.prosenectute.ch : fondation à but non lucratif, offrant informations et services pour les personnes âgées (en allemand)

Schaffhouse

112 Integrationsförderung des Sozialamts im Departement des Innern, sh.ch, recherchez « Integrationsföderung » : responsable des questions d'intégration (en allemand)

113 Koordinationsstelle Alter der Stadt Schaffhausen, stadt-schaffhausen.ch/koordinationsstellealter/31579 : responsable des questions liées à l'âge (en allemand)

114 Pro Senectute Schaffhausen, sh.prosenectute.ch : fondation à but non lucratif, offre des informations et des services pour les personnes âgées (en allemand)

Soleure

115 Amt für Gesellschaft und Soziales des Kantons Solothurn, so.ch/verwaltung/departement-des-innern/amt-fuer-gesellschaft-und-soziales/integration-und-gleichstellung/integrationsfoerderung : responsable des questions d'intégration (en allemand)

116 Koordinationsstelle Religionsfragen, so.ch, recherchez « Koordinationsstelle Religionsfragen » : responsable des questions liées à la religion (en allemand)

117 Pro Senectute Soleure, so.prosenectute.ch : fondation à but non lucratif, offre des informations et des services pour les personnes âgées (en allemand)

Schwytz

118 Amt für Gesundheit und Soziales – Bereich Soziales / Alter, sz.ch, Suche «Alter» : responsable des questions liées à l'âge (en allemand)

119 Amt für Migration, sz.ch, recherchez « Integration » : responsable des questions de migration et d'intégration (en allemand)

120 Kompetenzzentrum für Integration, kom-in.ch : responsable des questions d'intégration (en allemand)

121 Pro Senectute canton de Schwytz, sz.prosenectute.ch : fondation à but non lucratif, offre des informations et des services pour les personnes âgées

Thurgovie

122 Amt für Gesellschaft und Integration der Stadt Frauenfeld – Koordination Integrationsförderung, frauenfeld.ch, recherchez «Koordination Integrationsförderung» : responsable des questions d'intégration à Frauenfeld (en allemand)

123 Fachstelle Gesellschaft der Stadt Amriswil, amriswil.ch/unterinstanzen/15420 : responsable des questions sociales et d'intégration (en allemand)

124 Fachstelle Gesellschaft der Stadt Romanshorn, romanshorn.ch, recherchez «Fachstelle Gesellschaft» : responsable des questions d'intégration (en allemand)

125 Kantonale Fachstelle Alter (KFA) des SRK Thurgau, srk-thurgau.ch/kantonale-fachstelle-alter : responsable des questions liées à l'âge (en allemand)

126 Kompetenzzentrum Integration (KOI) der Stadt Kreuzlingen, kreuzlingen.ch/inhalt/kompetenzzentrum-integration-koi : responsable des questions d'intégration (en allemand)

127 Migrationsamt, migrationsamt.tg.ch/integration : responsable des questions de migration et d'intégration (en allemand)

128 Pro Senectute Thurgau, pstg.ch : fondation à but non lucratif, offre des informations et des services pour les personnes âgées (en allemand)

Tessin

129 Dipartimento della sanità e della socialità, ti.ch/dss/dipartimento : responsable des questions sociales et de santé (en italien)

130 Pro Senectute Tessin, ti.prosenectute.ch : fondation à but non lucratif, offre des informations et des services pour les personnes âgées (en allemand et en italien)

131 Servizio per l'integrazione degli stranieri, ti.ch/di/integrazione-degli-stranieri : responsable des questions d'intégration (en italien).

Uri

132 Amt für Soziales, ur.ch/dienstleistungen/3726 : responsable des questions liées à la vieillesse (en allemand)

133 Amt für Soziales – Abteilung Familie und Soziales, ur.ch/familiesoziales/2083 : responsable des questions d'intégration (en allemand)

134 Pro Senectute Uri, ur.prosenectute.ch : fondation à but non lucratif, offre des informations et des services pour les personnes âgées (en allemand)

Vaud

135 Commune d'Yverdon-les-Bains – Intégration, yverdon-les-bains.ch/vie-quotidienne/cohesion-sociale/integration : responsable des questions d'intégration

136 Fédération des Associations des retraité·e·s et de l'entraide en Suisse (FARES), Conseil consultatif des seniors dans le Canton de Vaud, vaos.ch/publikationen_vasos/veillir-2030 : accompagnement et consultation concernant les mesures cantonales dans le cadre de la politique du vieillissement

137 Centre social d'intégration des réfugiés (CSIR), vd.ch/dsas/dgcs/csir : canton de Vaud, responsable de questions d'intégration.

138 Pro Senectute Vaud – Prestations et activités pour les seniors vaudois, vd.prosenectute.ch : fondation à but non lucratif, offre des informations et des services pour les personnes âgées

139 Ville de Lausanne – Intégration, étrangers, lausanne.ch/vie-pratique/integration : responsable des questions d'intégration à Lausanne

Valais

140 Pro Senectute Valais, vs.prosenectute.ch : fondation à but non lucratif, offre des informations et des services pour les personnes âgées

141 Service de la population et de la migration, vs.ch/web/spm : responsable des questions de migration et d'intégration

Zoug

142 Amt für Gesundheit, zg.ch/de/gesundheitsdirektion/amt-fuer-gesundheit : responsable des questions de santé et de vieillesse (en allemand)

143 Amt für Migration, Bereich Integration, zg.ch/de/migration-integration/integration : responsable des questions de migration et d'intégration (en allemand)

144 Pro Senectute Zoug, zg.prosenectute.ch : fondation à but non lucratif, offre des informations et des services pour les personnes âgées (en allemand)

Zurich

145 Fachbereich Religion, zh.ch/de/politik-staat/religion : responsable des questions religieuses (en allemand)

146 Fachstelle Integration, zh.ch/de/direktion-der-justiz-und-des-innern/fachstelle-integration.html : responsable des questions d'intégration (en allemand)

147 Fachstelle Zürich im Alter, stadt-zuerich.ch, recherchez «Fachstelle Alter» : responsable des questions liées à l'âge dans la ville de Zurich (en allemand)

148 Pro Senectute Zürich, pszh.ch : fondation à but non lucratif, offre des informations et des services pour les personnes âgées (en allemand)

149 Stadtentwicklung der Stadt Winterthur, stadt.winterthur.ch/gemeinde/verwaltung/kulturelles-und-dienste/stadtentwicklung/soziale-stadtentwicklung : responsable des questions sociales (en allemand)

150 Stadtentwicklung der Stadt Zürich, stadt-zuerich.ch, recherchez «Stadtentwicklung» : responsable des questions sociales (en allemand)

151 Vereinigung der Islamischen Organisationen in Zürich (VIOZ), vioz.ch/rassismus : s'engage pour le dialogue interreligieux, l'intégration et la lutte contre le racisme en Suisse (en allemand)

152 Zürcher Seniorinnen und Senioren, zss-zh.ch : représentation des intérêts de la génération âgée (en allemand)